

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206273]

**13 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (arrêté UREBA)**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 1<sup>er</sup>/1, inséré par le décret du 26 mai 2016, 7 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA);

Considérant la Communication de la Commission Orientations techniques sur l'application du principe consistant « à ne pas causer de préjudice important » au titre du règlement établissant une facilité pour la reprise et la résilience (2021/C 58/01);

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 2022;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 1<sup>er</sup> juillet 2022;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 18 juillet 2022;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, pôle « Energie », donné le 14 juillet 2022;

Vu l'avis 71842/2/V du Conseil d'État, donné le 22 août 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> *in fine*, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement :

1<sup>o</sup> la Directive 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables;

2<sup>o</sup> la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte).

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> personne de droit public : toute personne morale de droit public, d'une des catégories suivantes :

a) toute ville ou commune;

b) centre public d'action sociale;

c) province;

d) zone de police locale communale ou pluricommunale dotée de la personnalité juridique au sens de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

e) zone de secours au sens de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

f) association intercommunale ou une autre association composée exclusivement de personnes de droit public;

g) régies communales autonomes et les régies provinciales autonomes au sens du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

2<sup>o</sup> organismes non commerciaux : les organismes tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'Énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

3<sup>o</sup> étude de préféabilité : une étude visant à déterminer le dimensionnement et les caractéristiques technique, énergétique et économique d'un investissement sans référence à un type ou une marque spécifique relative à cet investissement;

4<sup>o</sup> audit : la méthode d'évaluation de la performance énergétique d'un bâtiment, de ses équipements et de sa gestion, compte tenu de ses caractéristiques et de ses usages;

5<sup>o</sup> performance énergétique d'un bâtiment : quantité d'énergie effectivement consommée ou calculée pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée du bâtiment, qui inclut entre autres l'énergie utilisée pour le chauffage, l'eau chaude, le système de refroidissement éventuel, la ventilation et l'éclairage;

6<sup>o</sup> travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment : les travaux qui ont trait à l'amélioration de l'enveloppe ou des systèmes d'un bâtiment, y compris les systèmes faisant appel à des sources d'énergies renouvelables, qui conduisent à une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment existant;

7<sup>o</sup> bâtiment existant : bâtiment dont la demande de permis relative à la construction ou reconstruction est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2017;

8<sup>o</sup> stratégie immobilière : vision du demandeur visant la mise en œuvre d'une stratégie à long terme de gestion globale du parc, faisant état du bâti, des besoins et occupations actuels et futurs, et priorisant les travaux à effectuer sur celui-ci;

9<sup>o</sup> cadastre énergétique : inventaire comparatif des bâtiments d'une entité en fonction de leurs qualités énergétiques, permettant de déterminer les priorités d'intervention sur le patrimoine de l'entité;

10<sup>o</sup> auditeur agréé : auditeur agréé conformément aux dispositions du présent arrêté;

11° comptabilité énergétique: un système de comptabilité des flux énergétiques permettant de constituer un outil de décision en matière de gestion énergétique en assurant notamment la collecte, le traitement et la communication d'informations relatives aux vecteurs énergétiques consommés par chaque unité technique d'exploitation, par service ou par usage, d'établir des ratios de consommation et de donner, le cas échéant, l'alerte et de permettre le contrôle des dérives en matière de consommation énergétique;

12° systèmes recourant à des énergies renouvelables : les systèmes visés à l'article 9, *d*), à l'exclusion des systèmes recourant à des énergies fossiles;

13° cogénération de qualité : cogénération répondant à la définition visée à l'article 2, 7°, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

14° réglementation relative à la performance énergétique des bâtiments : décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments et l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

15° matériaux bio sourcés : les matériaux dont la teneur biosourcée du produit mis en œuvre dans le cadre de l'investissement, mesurée selon la norme prEN 16785-2 : 2018 est supérieure ou égale à 70 % ;

16° consommation spécifique d'énergie finale : consommation théorique annuelle d'énergie d'une unité PEB ou d'un bâtiment, calculée conformément aux réglementations applicables en la matière;

17° administration : le Service public de Wallonie, Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie, Département de l'Énergie et du Bâtiment durable;

18° Ministre : le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, ne sont pas considérés comme bâtiments existants, les annexes et extensions d'un bâtiment existant, lorsque les travaux de construction ou reconstruction de ces annexes et extensions sont postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## CHAPITRE 2. — *Les conditions d'octroi des subventions*

**Art. 3.** Aux conditions prévues par le présent arrêté et dans la limite des crédits disponibles, il est octroyé des subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux situés sur le territoire de la Région wallonne, pour la réalisation d'études de préféabilité, d'audits, la mise en place d'une comptabilité énergétique ou de travaux d'amélioration de la performance énergétique de bâtiments, dans le respect des conditions suivantes :

1° la personne de droit public ou l'organisme non commercial qui sollicite la subvention dispose sur le bâtiment d'un droit réel principal ou d'un droit personnel de jouissance d'une durée supérieure ou égale à neuf ans et les éléments insérés ou rénovés sont sa propriété ou celle d'un titulaire de droit réel sur le bien;

2° le bâtiment est affecté à la réalisation de la mission de service public non commerciale du demandeur, ou y sera affecté à l'issue des travaux;

3° les audits, études ou travaux faisant l'objet de la subvention respectent la réglementation relative aux marchés publics;

4° le montant des coûts éligibles de la demande est au moins égal :

a) pour les études de pré faisabilité, à 1.000 euros;

b) pour les audits, à 1.000 euros;

c) pour la mise en place d'une comptabilité énergétique, à 2.500 euros;

d) pour les travaux, à 5.000 euros;

5° le bâtiment faisant l'objet de la demande de subventions relative à des travaux d'amélioration de la performance énergétique a fait l'objet d'un audit.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les régies communales et provinciales autonomes peuvent solliciter des subventions pour leurs seuls bâtiments destinés à la réalisation de la mission visée à l'article 1<sup>er</sup>, 7°, de l'arrêté royal du 10 avril 1995 déterminant les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le conseil communal peut créer une régie communale autonome dotée de la personnalité juridique et à l'article 1<sup>er</sup>, 5° et 6°, de l'arrêté royal du 9 mars 1999 déterminant les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le conseil provincial peut créer une régie provinciale autonome dotée de la personnalité juridique.

L'affectation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est maintenue pendant une durée de 3 ans à dater de la réception provisoire des travaux faisant l'objet d'une subvention dans le cadre du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, une demande portant sur la réalisation de prestations ou travaux identiques sur plusieurs bâtiments est acceptée, même si le montant des coûts éligibles par bâtiment n'atteint pas les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, à la condition que le montant cumulé des coûts éligibles soit au moins égal à cette somme et que ces travaux fassent l'objet d'un cahier des charges unique.

**Art. 4.** Le cumul de la subvention organisée par le présent arrêté avec d'autres subsides ou primes n'est possible qu'à la condition que la somme totale des subventions octroyées ne dépasse pas cent pour cent du montant total des coûts éligibles au présent arrêté.

Lorsque la somme totale des subventions octroyées par d'autres entités subsidiaires combinées avec les subventions du présent arrêté atteint cent pour cent du montant TVAC des coûts éligibles, l'administration met en liquidation les montants à concurrence du montant maximum permettant d'atteindre cent pour cent des coûts éligibles.

Dans le cas où le demandeur est en mesure de récupérer la TVA, l'administration mettra en liquidation les subsides calculés sur des montants HTVA.

Le demandeur joint à sa demande de liquidation tous les justificatifs permettant de déterminer les postes subsidiés par d'autres entités et le montant de leur intervention.

CHAPITRE 3. — *De l'analyse du parc de bâtiments du demandeur et de leurs améliorations*

**Art. 5.** Le cadastre énergétique comprend au minimum :

- 1° un recensement des bâtiments du demandeur;
- 2° la description de leur occupation;
- 3° le calcul de leurs surfaces;
- 4° le détail des consommations de ces bâtiments et, le cas échéant, leurs productions;
- 5° la priorisation d'intervention sur les bâtiments.

Pour l'application de l'article 13, le cadastre énergétique comprend au minimum les données de consommation des trois années précédentes, relatives au bâtiment faisant l'objet de la demande de subvention.

Le Ministre peut compléter le contenu du cadastre énergétique et en établir la forme. Il peut déterminer la méthodologie applicable à la réalisation d'un cadastre énergétique.

**Art. 6.** La stratégie immobilière globale comprend au minimum :

- 1° un recensement des bâtiments du demandeur;
- 2° la description des besoins du demandeur, en termes d'occupation, de localisation et de services à proposer;
- 3° un monitoring des consommations des bâtiments;
- 4° un descriptif du plan d'action relatif à la gestion du parc et à ses évolutions

Le Ministre peut préciser le contenu ou le compléter de la stratégie immobilière globale et en établir la forme. Il peut imposer la méthodologie applicable à la réalisation de la stratégie, et différencier les obligations relatives au monitoring en fonction de l'état des bâtiments et de leur niveau de consommation

CHAPITRE 4. — *Des études, audits, comptabilité énergétique et travaux éligibles à la subvention*

**Art. 7.** Peuvent être subventionnées, les études de préféabilité relatives à des travaux d'amélioration de performance énergétique d'un bâtiment, contenant au minimum :

- 1° la présentation des besoins énergétiques à satisfaire par l'investissement et les consommations effectives avant investissement dans le cas d'un bâtiment existant;
- 2° les hypothèses de travail;
- 3° le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour les calculs;
- 4° le bilan énergétique global compte tenu du système proposé, des systèmes en place, de leur mode de régulation et de leur interaction;
- 5° le cas échéant, une évaluation des contraintes d'utilisation (maintenance...);
- 6° une évaluation des économies en énergie primaire et en CO<sub>2</sub>;
- 7° une estimation du coût économique de l'investissement;
- 8° une estimation du temps de retour de l'investissement;
- 9° la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés.

Le Ministre peut compléter le contenu de l'étude de préféabilité, en déterminer la forme et en fixer la durée de validité.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Peuvent être subventionnés, les audits réalisés par des auditeurs agréés et contenant au minimum :

- 1° une description des caractéristiques du bâtiment et de ses usages;
- 2° une présentation des flux énergétiques du bâtiment, sur base des consommations des trois dernières années;
- 3° une feuille de route de rénovation du bâtiment, permettant l'atteinte des objectifs de la stratégie de rénovation à long terme des bâtiments, dont la neutralité carbone en 2040;
- 4° les recommandations d'améliorations de la performance énergétique du bâtiment, tenant compte d'une part des exigences de performance énergétique applicables et d'autre part, des objectifs de rénovation définis par la feuille de route;
- 5° une proposition de priorisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment;
- 6° le montant et le détail des subventions pouvant être octroyées sur base du présent arrêté.

Les recommandations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, sont détaillées en termes de technologies et de matériaux à mettre en œuvre et de coût estimé des travaux.

Les économies d'énergie sont calculées distinctement par type de travaux. Une estimation des gains énergétiques, financiers et en termes de consommation de CO<sub>2</sub> est réalisée par l'auditeur sur base des hypothèses détaillées dans l'audit.

L'audit peut contenir une référence à un plan d'action global sur le parc de bâtiments du demandeur ou prioriser les travaux en fonction des conclusions de la stratégie immobilière du demandeur ou de son cadastre énergétique.

L'audit peut également exposer les subventions auxquels les travaux recommandés peuvent prétendre et, le cas échéant, chiffrer ces interventions.

Le Ministre peut préciser ou compléter le contenu de l'audit et en fixer la méthodologie.

§ 2. Le rapport d'audit comprend en outre les données nécessaires au contrôle conformément à l'article 24, dont :

- 1° l'identification de l'auteur du rapport;
- 2° le numéro d'agrément de l'auteur du rapport;
- 3° les références administratives du bâtiment audité;
- 4° la date de réalisation de l'audit;
- 5° le prix de l'audit.

Le Ministre peut déterminer la forme du rapport d'audit et en fixer la durée de validité. Le Ministre peut imposer la mise à jour du rapport d'audit, selon les modalités qu'il détermine.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Peuvent être subventionnés dans le cadre du présent arrêté les travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment suivants :

- a) les travaux d'amélioration de l'enveloppe du bâtiment;
- b) les travaux d'installation, remplacement ou amélioration des systèmes de ventilation;
- c) le calorifugeage et la régulation des systèmes existants, pour autant que le système n'ait pas fait l'objet d'un remplacement dans les cinq ans précédant la demande de subvention;
- d) l'installation, le remplacement et la modernisation des systèmes suivants recourant à des sources d'énergie renouvelables :
  - 1° les pompes à chaleur;
  - 2° les installations solaire thermique;
  - 3° les chaudières biomasse;
- e) le remplacement et la modernisation des systèmes d'éclairage autant que le système n'ait pas fait l'objet d'un remplacement dans les 5 ans précédant la demande de subvention;
- f) les travaux d'installation, de remplacement ou d'amélioration d'une cogénération de qualité;
- g) l'installation de protections solaires extérieures;
- h) l'installation de refroidissement par ventilation naturelle ou hybride;
- i) l'installation ou l'extension d'un réseau de chaleur.

Les exigences techniques minimales des travaux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont définies dans l'annexe 1.

Sans préjudice de l'alinéa 2, les travaux subventionnés dans le cadre du présent arrêté respectent les exigences applicables conformément à la réglementation relative à la performance énergétique des bâtiments.

Peuvent être subventionnés aux conditions définies par le Ministre, les travaux de mise en conformité de l'installation électrique ayant pour objectif l'installation de panneaux photovoltaïques.

§ 2. Peut être subventionnée, la mise en place d'une comptabilité énergétique permettant :

- 1° le recueil des données permettant d'identifier les systèmes et les points de consommation, en distinguant le cas échéant les usages;
- 2° le traitement des données;
- 3° l'interprétation et la présentation des résultats.

Le contenu de ces opérations est précisé dans l'annexe 1, § 2, qui détermine aussi les résultats attendus de la comptabilité énergétique.

Le demandeur détermine, dans sa demande et dans le rapportage des données de consommation visé à l'article 16, la personne responsable de la surveillance et de l'exploitation des données issues de sa comptabilité énergétique.

§ 3. Peut être subventionnée, la réalisation de la stratégie immobilière du demandeur contenant les éléments visés à l'article 6 et, le cas échéant, les éléments déterminés par le Ministre conformément à l'article 6, alinéa 2.

#### CHAPITRE 5. — *Montants d'intervention*

**Art. 10.** La base de calcul de la subvention est évaluée en prenant comme référence l'ensemble des coûts éligibles, T.V.A. comprise.

Si le demandeur est en mesure de récupérer la TVA, les subsides seront calculés sur des montants HTVA. Le demandeur en informe l'administration dans son formulaire de demande de subvention.

Par coûts éligibles, l'on entend :

- 1° pour la réalisation d'un audit énergétique et la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, les prestations nécessaires du chargé d'études ainsi que le coût de réalisation des comptages énergétiques éventuels;
- 2° pour la mise en place d'une comptabilité énergétique, la fourniture et l'installation des instruments de mesure des consommations énergétiques, les accessoires, les câbles, les armoires électriques, y compris les appareillages nécessaires au téléservice éventuel, les appareils d'enregistrement des données et les logiciels d'acquisition, d'analyse et de validation des données, ainsi que les frais de formation du personnel y relatif;
- 3° pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, l'achat et l'installation de matériaux ou d'équipements visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, pour les postes dont la liste est fixée par type de travaux, à l'annexe 2;
- 4° pour la réalisation de la stratégie immobilière globale du demandeur : les prestations nécessaires du chargé d'études, à l'exclusion des frais de personnel interne du demandeur.

Le Ministre détermine les coûts éligibles pour les travaux de mise en conformité de l'installation électrique en vue de l'installation de panneaux photovoltaïques.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Pour les audits, études de pré-faisabilité et travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, le taux de subvention est fixé comme suit :

- 1° septante-cinq pourcent pour la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment, pour l'élaboration d'une stratégie immobilière globale et pour l'installation d'une comptabilité énergétique;
- 2° septante-cinq pourcent des coûts éligibles pour la réalisation d'un audit énergétique;
- 3° quarante pourcents des coûts éligibles pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, pour les travaux d'amélioration de l'enveloppe visés à l'article 10, en ce qu'ils concernent les travaux sur l'enveloppe du bâtiment, le montant d'intervention est fixé comme suit :

Type de travaux	Montant forfaitaire de base	Montant forfaitaire pour utilisation de matériaux bio-sourcés
Isolation du toit : Plafond/Plancher comble	17 EUR/m <sup>2</sup>	19 EUR/m <sup>2</sup>
Isolation du toit : Toiture en pente dans la structure	36 EUR/m <sup>2</sup>	39 EUR/m <sup>2</sup>
Isolation du toit : Sarking	70 EUR/m <sup>2</sup>	77 EUR/m <sup>2</sup>
Isolation du toit : Toiture plate	59 EUR/m <sup>2</sup>	65 EUR/m <sup>2</sup>
Isolation des murs	40 EUR/m <sup>2</sup>	44 EUR/m <sup>2</sup>
Isolation du sol	16 EUR/m <sup>2</sup>	18 EUR/m <sup>2</sup>
Remplacements des menuiseries extérieures	225 EUR/m <sup>2</sup>	248 EUR/ m <sup>2</sup>

Le Ministre peut adapter les montants forfaitaires alloués aux travaux conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sur base de l'évolution des prix ou des matériaux en fonction de l'indice de révision des prix qu'il détermine, ou sur base de l'évolution des technologies.

§ 3. Pour les travaux de mise en conformité de l'installation électrique en vue de l'installation de panneaux photovoltaïques, le taux de subvention est fixé à 40 % des coûts éligibles.

**Art. 12.** Les montants visés à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, sont majorés de 30 pourcents lorsque les travaux faisant l'objet d'une subvention dans le cadre du présent arrêté permettent d'atteindre :

- 1<sup>o</sup> une consommation d'énergie finale inférieure ou égale à 80 kWh/m<sup>2</sup>.an ou;
- 2<sup>o</sup> une diminution de la consommation d'énergie finale de 65 % au moins,

Le respect des conditions visées à l'alinéa premier est établi par l'audit ou, lorsque les travaux permettant d'atteindre ces niveaux de consommation n'ont pas fait application des recommandations de l'audit, par un calcul sur base de la même méthodologie, faisant état des travaux tels qu'ils ont été réalisés par le demandeur.

#### CHAPITRE 6. — Procédure de demande de subvention et de liquidation

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes de subvention portant sur la réalisation d'un audit énergétique, sur la réalisation d'une étude de préfaisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment ou sur la réalisation d'une stratégie immobilière globale sont introduites au plus tard six mois après la date de la facture ou de la note d'honoraires.

§ 2. Les demandes de subvention portant sur l'installation d'une comptabilité énergétique ou sur la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment sont préalables à la commande et à la mise en œuvre de ces travaux, lesquels ont lieu au plus tôt après la notification de la décision d'octroi de la subvention.

La décision d'octroi de la subvention peut être conditionnée à la modification de certains aspects techniques du dossier de demande ou de certains éléments de l'audit lorsque le contrôle de l'audit fait apparaître des manquements dans la réalisation de ses missions par l'auditeur ou des erreurs dans la méthodologie appliquée. Dans ce cas, l'administration informe le demandeur des erreurs constatées dans son audit, et l'auditeur des corrections à apporter à son audit.

Toutefois, si des travaux présentent un caractère d'urgence, ceux-ci peuvent débiter préalablement à la notification de la décision relative au dossier pour autant qu'une autorisation écrite de débiter les travaux soit délivrée par l'administration. Cette autorisation de débiter les travaux ne constitue pour autant une décision d'octroi de subvention.

§ 3. Les demandes de subvention portant sur des travaux de mise en conformité de l'installation électrique en vue de l'installation de panneaux photovoltaïques sont introduites dans le délai précisé par Monsieur le Ministre.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les travaux subventionnés sont réalisés et réceptionnés dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision d'octroi de subvention.

Ce délai peut être prolongé d'un an si le bénéficiaire en fait la demande écrite et motivée au plus tard trois mois avant la date d'expiration du terme initialement prévu.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque les travaux ont fait l'objet d'une autorisation de débiter les travaux conformément à l'article 13, § 2, alinéa 3, la demande de liquidation de la subvention est introduite dans les douze mois qui suivent la date de notification d'octroi de subsides.

§ 2. En cas de non-respect des délais visés au § 1<sup>er</sup>, le dossier est clôturé et la décision d'octroi caduque.

§ 3. Le Ministre ou son délégué peut préciser le contenu des documents visés au présent chapitre et déterminer leur forme et leurs modalités d'application.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La demande de subvention est introduite auprès de l'administration, sur base du formulaire mis à disposition.

Le dossier de demande de subvention contient :

- a) le cahier des charges ou descriptif des études ou audits, du matériel à installer ou des travaux à réaliser;
- b) la description de la nature de l'affectation du bâtiment et de son régime d'occupation;
- c) une copie du rapport de stratégie immobilière du demandeur;
- d) tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou qui peuvent être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés.



§ 2. Pour la réalisation d'audits ou d'études de préféabilité, le dossier de demande contient également :

- a) l'audit énergétique, l'étude de préféabilité d'un investissement ou le rapport de la stratégie immobilière du demandeur;
- b) la copie de la facture détaillée des honoraires de l'audit énergétique, de l'étude ou de la stratégie;
- c) la copie de la preuve de paiement;
- d) le cas échéant, l'attestation de l'auditeur certifiant qu'il dispose, à la date de commande de l'audit énergétique, d'un agrément valable.

§ 3. Pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments ou l'installation d'une comptabilité énergétique, le dossier contient également :

- a) les données de consommations d'énergie pour les trois années précédant la demande de subvention ou, lorsque ces données ne sont pas disponibles, des données relatives à la performance de l'enveloppe du bâtiment, permettant de déterminer une consommation d'énergie théorique;
- b) le devis estimatif détaillé relatif à la fourniture et au placement du matériel ou des travaux visés par la subvention;
- c) une note explicative relative au respect des critères techniques visés à l'annexe 1;
- d) la justification de ce que les travaux envisagés s'inscrivent dans le cadre de la stratégie immobilière globale du demandeur;
- e) la copie du rapport d'audit établi pour le bâtiment ou la justification de ce que les travaux envisagés par la demande sont effectués conformément aux recommandations de l'audit;
- f) une note de calcul détaillée de l'économie d'énergie générée par les travaux envisagés, établie par l'auditeur conformément à ses missions;
- g) lorsque les travaux faisant l'objet de la demande de subvention ne font pas application des recommandations de l'audit, la note justificative établissant de l'intérêt de s'écarter des recommandations de l'audit et établissant que les travaux réalisés permettent de rencontrer les objectifs de la feuille de route de rénovation du bâtiment;
- h) lorsque les conditions fixées au point e) ne sont pas rencontrées, la note de calcul justificative détaillée des économies d'énergie générée par les travaux envisagés par la demande de subvention.

Lorsque le demandeur entend se prévaloir de la majoration de subvention visée à l'article 12, alinéa 1, il en fait mention dans sa demande et il démontre la possibilité de répondre aux conditions de l'article 12, par la note de calcul visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point f), ou, le cas échéant, point h).

Le Ministre peut imposer la réalisation d'une feuille de calcul des économies d'énergie ou du montant envisagé des subventions, selon le format qu'il détermine.

§ 4. Le Ministre détermine le contenu de la demande de subvention lorsqu'elle concerne des travaux de mise en conformité de l'installation électrique en vue de l'installation de panneaux photovoltaïques.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La demande de liquidation de la subvention pour l'installation d'une comptabilité énergétique et pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment est introduite auprès de l'administration dans les douze mois à dater de la réception provisoire des travaux.

Dans les 30 jours qui suivent la réception de la demande de subvention, l'administration envoie au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à dater de l'envoi de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 3, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 3, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est irrecevable.

§ 2. La décision de refus de la subvention est notifiée au demandeur dans les six mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet de la demande.

§ 3. En cas de non-respect des délais visés au § 1<sup>er</sup>, le dossier est clôturé et la décision d'octroi caduque.

**Art. 17.** L'octroi de la subvention portant sur l'installation d'une comptabilité énergétique ou sur des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment implique l'obligation de fournir à l'administration, chaque année, pendant cinq ans, les informations relatives aux consommations énergétiques du bâtiment concerné au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration.

L'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend cours l'année de la liquidation de la subvention.

Les demandes de subsides ultérieures portant sur le même bâtiment sont irrecevables tant que le demandeur ne respecte pas l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Ministre détermine les modalités d'application du rapportage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. La demande de liquidation de la subvention est introduite auprès de l'administration, sur base du formulaire mis à disposition.

Le dossier de demande de subvention visé à l'article 15, § 2, pour la réalisation d'audits, ou d'études de préféabilité ou de la stratégie immobilière globale, vaut demande de liquidation de la subvention.

Le dossier de demande de liquidation de la subvention est composé, pour l'installation d'une comptabilité énergétique et pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment, de :

- 1° la décision d'attribution du marché de travaux et l'analyse comparative des offres;
- 2° la copie de l'offre de l'adjudicataire;
- 3° les différents états d'avancement des travaux, le décompte final et les factures y afférentes;
- 4° le procès-verbal de réception provisoire des travaux;

5° les éléments de preuve permettant de justifier que les travaux ont été réalisés conformément au dossier de demande, ou répondent aux modifications visées à l'article 13, § 2, alinéa 2.

Le Ministre peut compléter le contenu de la demande de liquidation de subvention et le différencier en fonction des travaux réalisés.

Le Ministre détermine le contenu de la demande de liquidation de la subvention lorsqu'elle concerne des travaux de mise en conformité de l'installation électrique en vue de l'installation de panneaux photovoltaïques.

§ 2. Dans les trente jours qui suivent la réception de la demande de liquidation de la subvention, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur précisant si le dossier de demande est complet ou non.

Si le dossier est incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande de liquidation est irrecevable.

§ 3. La décision quant à la demande de liquidation de la subvention est notifiée au demandeur dans les six mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception du caractère complet de la demande. Cette notification mentionne le montant de la subvention à liquider.

Le bénéficiaire de la subvention introduit sa déclaration de créance envers la Région en double exemplaire dans les 6 mois de cette notification.

#### CHAPITRE 7. — *Agrément des auditeurs*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Peut être agréée en qualité d'auditeur UREBA, toute personne physique répondant, au moins, aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être titulaire d'un diplôme de Master en ingénieur civil, en architecture ou en sciences de l'ingénieur industriel ou justifier d'une expérience d'au moins trois ans en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie dans le bâtiment;

2<sup>o</sup> être indépendant de tout fournisseur d'énergie, d'équipements ou de travaux visés dans l'audit;

3<sup>o</sup> justifie la compétence du demandeur sur les éléments constitutifs de l'audit;

4<sup>o</sup> ne pas avoir fait l'objet, moins de trois ans avant l'introduction de la demande d'agrément, d'une décision de retrait de l'agrément, ou d'une décision de non prolongation de l'agrément d'un an, en application du présent arrêté ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, l'auditeur ayant fait l'objet d'une décision de non-prolongation de l'agrément d'un an peut introduire une nouvelle demande d'agrément dans le cadre du présent arrêté s'il démontre qu'il a suivi et, le cas échéant, réussi, une formation intégrant les compétences requises d'un auditeur UREBA.

Le Ministre peut imposer le suivi d'une formation relative au contenu minimum de l'audit et aux missions de l'auditeur. Dans ce cas, le Ministre impose aux auditeurs préalablement agréés le suivi de la même formation.

§ 2. Peut également être agréée en qualité d'auditeur UREBA, toute personne morale qui compte parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins un auditeur UREBA agréé en tant que personne physique.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est introduite au moyen du formulaire de demande mis à disposition par l'administration.

Le dossier de demande d'agrément comporte au moins, les éléments suivants :

1<sup>o</sup> les nom, adresse et profession du demandeur;

2<sup>o</sup> une copie du diplôme requis ou tout document attestant de l'expérience exigée à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, relative à la compétence en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie;

3<sup>o</sup> une description des moyens techniques dont le demandeur dispose lui permettant de répondre aux missions qui lui seront confiées en qualité d'auditeur UREBA agréé;

4<sup>o</sup> une copie de trois rapports d'audit réalisés par le demandeur au cours des trois dernières années précédant la demande et permettant de justifier la compétence du demandeur sur les éléments constitutifs de l'audit;

5<sup>o</sup> pour la personne morale, une copie de la convention qui la lie à la personne physique justifiant la demande d'agrément en qualité de personne morale.

Le Ministre peut préciser la forme et le contenu de la demande d'agrément.

Le formulaire mentionne la liste des données à caractère personnel collectées, leurs finalités de traitement ainsi que la durée de conservation, les modalités d'accès et de rectification de ces données.

§ 2. Dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier de demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui mentionne :

1<sup>o</sup> la date à laquelle la demande a été reçue;

2<sup>o</sup> le délai dans lequel la décision interviendra.

L'Inspecteur général de l'administration statue sur la demande d'agrément dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet.

Si le dossier de demande est incomplet, l'administration en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cet accusé de réception relève également les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de la réception du dossier complet.

§ 3. Pour l'analyse des audits aux fins de vérifications de la condition visée à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, l'administration contrôle le respect des missions de l'auditeur et des exigences de qualité et méthodologie des audits.

§ 4. La collecte et le traitement des données à caractère personnel visées au § 1<sup>er</sup> poursuivent les finalités suivantes :

1<sup>o</sup> gestion et traitement des demandes de subvention introduites ou à introduire par les demandeurs;

2<sup>o</sup> vérification du respect des conditions visées aux articles 19 et suivant du présent arrêté;

3<sup>o</sup> réalisation des vérifications visées à l'article 24 et des contrôles visés aux articles 25 et suivants;

4° l'établissement de statistiques ou analyses en vue de l'évaluation du présent mécanisme de subvention, de l'évaluation des travaux réalisés ou de l'évolution de la performance du bâti ou de l'évaluation des conditions d'agrément des auditeurs agréés.

L'administration organise et est le responsable du traitement de la base de données contenant les documents et informations suivantes :

1° les informations visées à l'article 20, § 1<sup>er</sup>;

2° les informations visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup> et 2;

3° les données de contact visées par l'auditeur dans sa demande d'agrément, et publiées conformément à l'article 21, § 3.

Les données contenues dans la base de données visée à l'alinéa 2 sont conservées pendant toute la durée d'agrément de l'auditeur, en ce compris la durée nécessaire à son renouvellement. Elles sont conservées pendant la durée nécessaire aux vérifications et contrôles visés aux articles 24, 25 et suivants, ainsi que pour la durée nécessaire à la vérification des conditions visées à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et alinéa 2. A l'issue de ces délais, les données sont supprimées.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. La durée de validité de l'agrément en qualité d'auditeur UREBA est de cinq ans.

L'agrément prend cours à dater de la notification de la décision qui l'accorde.

§ 2. En cas d'impossibilité pour un demandeur détenteur d'un des diplômes énumérés à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 1°, de produire dans sa demande d'agrément les rapports visés à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, 4°, il peut être octroyé un agrément temporaire d'une durée d'un an au demandeur.

L'agrément prend cours à dater de la notification de la décision qui l'accorde.

§ 3. L'administration tient à jour et publie la liste des auditeurs agréés.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément en qualité d'auditeur UREBA peut être renouvelé pour une durée de cinq ans lorsque :

1° l'auditeur agréé a réalisé, pendant la durée de son agrément, au moins trois rapports d'audit;

2° l'analyse de ces rapports n'a pas montré de manquements aux missions de l'auditeur, au contenu de l'audit ou à la méthodologie applicable à la réalisation des audits et

3° l'auditeur n'a pas fait l'objet d'un retrait ou d'une sanction d'agrément.

La demande de renouvellement est introduite auprès de l'administration au plus tard cent vingt jours avant la date de fin de validité de l'agrément. Elle comprend copie de trois rapports d'audits réalisés pendant la période d'agrément.

Le renouvellement de l'agrément peut être conditionné par le suivi d'une formation, selon les modalités déterminées par le Ministre.

§ 2. Par dérogation, l'agrément temporaire visé à l'article 21, § 2, est renouvelé pour une durée de quatre ans lorsque :

1° l'auditeur agréé a réalisé, pendant la durée de son agrément, au moins un rapport d'audit UREBA, et

2° l'analyse du ou des rapports n'a pas montré de manquements aux missions de l'auditeur, au contenu de l'audit ou à la méthodologie applicable à la réalisation des audits.

La demande de renouvellement est introduite auprès de l'administration au plus tard quarante-cinq jours avant la date de fin de validité de l'agrément temporaire. Elle comprend une copie du ou des rapports d'audits réalisés pendant la période d'agrément temporaire.

§ 3. Dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier de demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception accusé de réception qui mentionne :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision interviendra.

L'administration statue sur la demande d'agrément dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. A défaut, l'agrément est prolongé jusqu'à la notification de la décision relative à la demande de renouvellement de l'agrément.

Si le dossier de demande est incomplet, l'administration en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cet accusé de réception relève également les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de la réception du dossier complet.

**Art. 23.** Dans le cadre des améliorations visées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, l'auditeur recueille les informations relatives à la stratégie immobilière du demandeur pour ce bâtiment ou au cadastre énergétique et, le cas échéant, recueille la volonté du demandeur en ce qui concerne les modifications projetées relatives au bâtiment audité.

A l'issue de sa mission, l'auditeur explique le rapport d'audit et les recommandations réalisées au demandeur.

L'auditeur réalise personnellement les missions visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. Les autres tâches nécessaires à l'établissement de l'audit peuvent être réalisées par délégation partielle.

L'auditeur assume la responsabilité des actes et recommandations établies dans l'audit, y compris celles réalisées par délégation. L'auditeur exerce sa mission en toute indépendance. Il ne fait aucune proposition commerciale concernant l'approvisionnement en énergie du bâtiment ou les améliorations établies par l'audit.

Sans préjudice des contrôles visés aux articles 24 et suivants, les auditeurs ne communiquent aux tiers aucune information relative aux résultats de l'audit, sauf accord préalable du demandeur.

**Art. 24.** Sans préjudice des possibilités de sanctions, l'administration peut imposer à l'auditeur de corriger les audits dont la mauvaise qualité est constatée.

L'Administration informe l'auditeur de l'erreur constatée, lui enjoint de la corriger dans un délai qu'elle détermine et qui ne peut pas excéder trois mois.

L'auditeur informe la personne qui lui a commandé l'audit de l'erreur et lui fournit la version corrigée.



**Art. 25.** L'Administration est habilitée à contrôler les audits.

Dans le cadre du contrôle visé à l'article 234 ou à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'Administration peut exiger de l'auditeur qu'il lui remette tous les documents ayant servi à la réalisation de l'audit. L'auditeur conserve ces documents pendant une période de cinq ans à dater de l'établissement du rapport.

Le contrôle est effectué sur base de ces documents, sur base des données constatées dans le bâtiment concerné, sur base d'informations relayées dans le cadre d'une demande de subvention dans le cadre du présent arrêté ou sur base de toute information utile en possession de l'Administration.

**Art. 26.** Lorsque qu'un auditeur manque à ses obligations, il peut être sanctionné par le Ministre.

Les manquements visés sont :

1° la mauvaise qualité des audits, établie, notamment :

a) par des manquements au niveau de la qualité et de la complétude des données relevées ou des résultats;  
b) par des manquements au niveau de la qualité, de la faisabilité et de la cohérence des propositions d'améliorations reprises dans les recommandations;

2° le non-respect des obligations visées aux articles 8 et 23 à 25;

3° le fait de ne pas suivre la formation visée à l'article 19.

Les sanctions possibles sont l'avertissement, la suspension et le retrait de l'agrément.

**Art. 27.** L'intention de sanctionner l'auditeur agréé lui est notifiée par l'Administration.

Cet envoi indique :

1° les manquements constatés;

2° la sanction éventuellement envisagée;

3° la date de l'audition où l'auditeur est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat;

4° la manière dont l'auditeur peut consulter le dossier complet relatif aux manquements qui lui sont reprochés.

Le procès-verbal de l'audition est notifié, par l'Administration, à l'auditeur agréé dans les vingt jours de l'audition.

La décision de sanctionner ou non l'auditeur agréé est prise par le Ministre et est notifiée à l'auditeur agréé dans un délai de soixante jours suivant l'audition.

La sanction est proportionnée à la gravité des manquements qui fondent la décision.

La décision de suspension ou de retrait d'agrément est publiée par extrait sur le site de l'administration.

**Art. 28.** En cas de suspension ou de retrait d'agrément, l'auditeur avertit, dans les 30 jours de la notification de la décision, tous les demandeurs avec qui des contrats en vue de la réalisation d'un audit sont en cours d'exécution.

La suspension de l'auditeur dure tant que celui-ci n'a pas suivi et réussi la formation adéquate visée par le Ministre dans sa décision de sanction.

#### CHAPITRE 8. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 29.** Disposent d'un agrément en qualité d'auditeur UREBA au sens du présent arrêté, les personnes agréées en qualité d'auditeur énergétique global dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Le présent arrêté s'applique aux agréments obtenus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

Le présent arrêté s'applique aux demandes d'agrément introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

**Art. 30.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, pendant une période de six mois prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une demande de subvention peut être introduite pour la réalisation d'un audit énergétique ou d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement visant la réalisation de travaux permettant une amélioration de la performance énergétique d'un bâtiment qui répondent aux critères de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA). Dans ce cas, le montant de la subvention est calculé conformément aux dispositions des articles 10 et 11.

Les demandes de subvention introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

En cas de fraude au présent arrêté ou à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA), le bénéficiaire ne peut pas solliciter de nouvelle subvention au sens du présent arrêté pendant dix ans à dater de la découverte de la fraude.

**Art. 31.** Les demandes de subvention portant sur la réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique dans des bâtiments n'ayant pas fait l'objet d'un audit peuvent être introduites dans un délai de 1 an à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Dans ce cas, le demandeur joint à son dossier une note de calcul respectant les exigences de l'annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA).

**Art. 32.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA) est abrogé.

**Art. 33.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2022.

**Art. 34.** Le présent arrêté peut aussi être identifié par les termes « UREBA ».

**Art. 35.** Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement :  
Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO  
Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

#### Annexe 1<sup>re</sup>. Exigences techniques minimales

§ 1<sup>er</sup>. Pour être éligibles aux subventions, les travaux définis à l'article 9 alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté respectent les exigences techniques minimales suivantes :

1. Les travaux d'isolation thermique des parois du bâtiment permettent d'atteindre des coefficients globaux de transmission (U) inférieurs ou égaux aux valeurs suivantes :

Parois délimitant le volume protégé	U <sub>max</sub>
Fenêtres :	1,1
- Vitrage uniquement	1,5
- Ensemble châssis et vitrage	
Portes	2
Murs-rideaux :	1,1
- Vitrage uniquement	2
- Ensemble châssis et vitrage	
Parois transparentes/translucides autres que le verre :	1,4
- partie transparente uniquement (ex&#8239;: coupole de toit en polycarbonate)	2
- Ensemble châssis et partie transparente	

Le coefficient de résistance thermique R de l'isolant ajouté sera supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Parois délimitant le volume protégé	R <sub>min</sub> de l'isolant ajouté
Murs	6
Toiture ou plafond	6
Plancher :	4

En cas de remplacement de châssis ou portes, les exigences reprises à l'annexe C3 de le l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments doivent être respectées pour les amenées d'air dans les locaux.

2. Les travaux d'installation, remplacement ou amélioration des systèmes de ventilation respectent les exigences suivantes :

a. Le groupe de ventilation doit être dimensionné selon les exigences de l'annexe C3 de le l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments. En dérogation à l'annexe C3, la qualité d'air intérieur demandée sera au minimum de catégorie « INT 2 » au lieu de « INT 3 », soit 36m<sup>3</sup>/h par personne

b. La régulation de la qualité de l'air devra se faire grâce à un système de régulation de type IDA-C6

3. Les travaux de calorifugeage et régulation des systèmes existants respectent les exigences de l'annexe C4 de le l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

4. L'installation, remplacement et modernisation des systèmes suivants recourant à des sources d'énergie renouvelables respectent les exigences suivantes :

a) Pour les pompes à chaleur&#8239;:

L'appareil répond aux exigences de la norme européenne applicable.

b) Pour les installations solaires thermiques :

1° le capteur répond aux exigences de la norme européenne applicable;

2° le système permet une économie d'énergie primaire;

3° les travaux sont réalisés par un installateur certifié au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire;

4° l'installation comprend un système de suivi de ses performances permettant une évaluation du bilan énergétique global annuel (production solaire et appoint).

c) Pour les chaudières biomasse :

L'appareil répond aux définitions, exigences, essais et marquages de la norme NBN EN 303-5 et a une efficacité de Classe 5 établie selon cette norme.

5. Le remplacement et modernisation des systèmes d'éclairage pour autant que les luminaires n'aient pas fait l'objet d'un remplacement dans les 5 ans précédant la demande de subvention, respectent les exigences suivantes :

a) Le remplacement de système d'éclairage par un système aux normes belges en vigueur et dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

1°) 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les halls de sports et les piscines;

2°) 2,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les bureaux et les locaux scolaires;

3°) 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les locaux à usage hospitalier;

4°) entre 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m<sup>2</sup> pour 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m).

Le remplacement de la source lumineuse seule n'est pas admis, le système d'éclairage complet doit être remplacé.

b) L'installation de tout système permettant l'optimisation du fonctionnement du système d'éclairage, concerne notamment :

1°) minuterie, éventuellement associée à des détecteurs de présence, dans les locaux de circulation ainsi que dans les dégagements, toilettes;

2°) réglage, soit en tout ou rien, soit en continu, du flux lumineux en fonction de l'éclairement naturel du local;

3°) double allumage permettant un éclairage réduit (de 30 à 50 %).

6. Pour les travaux d'installation, remplacement ou amélioration d'une unité de cogénération, une économie d'énergie doit être réalisée par rapport à la production séparée des mêmes quantités de chaleur et d'électricité. Une note de calcul devra prouver que l'unité de cogénération présente une efficacité énergétique globale supérieure à des installations décentralisées.

7. Pour l'installation de protections solaires extérieures :

a) Les fenêtres équipées de protections solaires doivent être orientées entre le sud-est et l'ouest en passant par le sud, soit de 135° à 270°

b) Les protections solaires devront être commandées par une gestion automatique (régulation en fonction de l'ensoleillement, de la température extérieur et intérieur)

8. Pour l'installation de refroidissement par ventilation naturelle ou hybride, la ventilation doit être automatisée (ouvertures automatiques, régulées en fonction de la température intérieure et extérieure)

9. Pour l'installation ou l'extension d'un réseau de chaleur : les travaux doivent constituer une condition indispensable à une utilisation rationnelle d'énergie et une note explicative complétée par une note de calcul devra prouver que le réseau de chaleur présente une efficacité énergétique globale supérieure ou une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> par rapport à des installations décentralisées.

§ 2. Pour le recueil des données visé à l'article 9, § 2 de l'arrêté, chaque système et point de consommation doit être identifié par :

a) Le vecteur énergétique utilisé;

b) L'usage de l'énergie (chauffage ou non);

c) Le mode d'approvisionnement (compteur ou stockage);

d) L'unité physique de comptage (litre, m<sup>3</sup>, kg, Wh,...);

e) Le facteur multiplicateur entre l'index et l'unité physique de comptage;

f) Le facteur de conversion pour standardiser la consommation en kWh.

Les données mesurées sont enregistrées et traitées de manière à :

a) Standardiser les consommations énergétiques exprimées dans une même unité d'énergie: kWh;

b) Calculer les consommations énergétiques en unité d'énergie primaire;

c) Eliminer l'influence de la rigueur climatique dans les relevés de consommation en ramenant ceux-ci à la situation climatologique de référence par la technique des degrés jours;

d) Calculer les émissions de CO<sub>2</sub> pour une situation climatologique de référence;

e) Etablir, pour chaque système et point de consommation, des ratios de comparaison ainsi qu'un tableau de performance représentatif de l'utilisation du bâtiment. Chaque gestionnaire choisira les critères qui lui semblent les plus pertinents.

Les résultats de la comptabilité énergétique doivent permettre d'observer les éléments suivants :

a) Les erreurs de lecture, d'encodage ou dérive subite des consommations;

b) Les problèmes de régulation;

c) La dérive progressive des consommations (manque d'entretien des équipements,...);

d) L'existence de consommations indépendantes de la rigueur climatique;

e) L'établissement d'un niveau de consommation d'énergie en année climatique normale;

f) L'établissement d'un budget de dépenses d'énergie en année climatique normale;

g) la mesure des économies obtenues par les projets mis en place.

Les résultats doivent être présentés de façon claire (graphique, tableau,...) et de manière à pouvoir être compris et interprétés par des personnes non spécialisées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA)

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

## Annexe 2. Liste des coûts éligibles

Liste des coûts éligibles pris en compte dans le calcul de la subvention pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment.

- a. Pour l'installation d'une comptabilité énergétique:
  - o La fourniture et l'installation des instruments de mesure des consommations énergétiques
  - o Les accessoires, les câbles, les armoires électriques, les appareillages nécessaires au télé-service éventuel
  - o Les appareils d'enregistrement des données et les logiciels d'acquisition, d'analyse et de validation des données
  - o Les frais de formation du personnel y relatif
- b. Pour les travaux d'amélioration de l'enveloppe du bâtiment :
  - o Le démontage
  - o Les matériaux isolants
  - o Le pare vapeur
  - o Les châssis
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus
- c. Pour les travaux d'installation, remplacement ou amélioration des systèmes de ventilation :
  - o Le démontage
  - o Le groupe de ventilation
  - o Le calorifugeage des gaines de ventilation
  - o Le système de régulation
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus
- d. Pour le calorifugeage et régulation des systèmes existants, pour autant que le système n'ait pas fait l'objet d'un remplacement dans les 5 ans précédant la demande de subvention :
  - o Le calorifugeage
  - o Le système de régulation
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus
- e. Pour installation, remplacement et modernisation des systèmes suivants recourant à des sources d'énergie renouvelables :
  - o Le démontage
  - o La (ou les) pompe(s) à chaleur
  - o Les capteurs solaires thermique
  - o La chaudière biomasse
  - o Le système de régulation
  - o Le calorifugeage
  - o Les circulateurs à vitesse variable
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus
- f. Pour le remplacement et modernisation des systèmes d'éclairage :
  - o Le démontage
  - o Les sources lumineuses intérieures
  - o Les systèmes permettant l'optimisation du fonctionnement du système d'éclairage (minuterie, détecteur,...)
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus
- g. Pour les travaux d'installation, remplacement ou amélioration d'une unité de cogénération :
  - o Le démontage
  - o L'unité de cogénération
  - o Le calorifugeage
  - o Le système de régulation
  - o Les circulateurs à vitesse variable
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus
- h. Pour l'installation de protections solaires extérieures :
  - o Les protections solaires extérieures
  - o Les capteurs et le système d'automatisation
  - o Le raccordement électrique
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus
- i. Pour l'installation de refroidissement par ventilation naturelle ou hybride :
  - o Les moteurs permettant l'ouverture des châssis
  - o Le (ou les) ventilateurs
  - o Les sondes
  - o Le système de gestion de l'installation
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus
- j. Pour l'installation ou l'extension d'un réseau de chaleur :
  - o Les canalisations du réseau de chaleur
  - o Le calorifugeage
  - o Les sous-stations
  - o L'éventuelle régulation propre au réseau de chaleur
  - o Le placement des éléments cités ci-dessus

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (UREBA)

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement :  
Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO  
Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206273]

#### 13. OKTOBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA-Erlass)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 1/1, eingefügt durch das Dekret vom 26. Mai 2016, Artikel 7 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA);

In der Erwägung der Bekanntmachung der Kommission Technische Leitlinien für die Anwendung des Grundsatzes der „Vermeidung erheblicher Beeinträchtigungen“ im Rahmen der Verordnung zur Einrichtung einer Aufbau- und Resilienzfazilität (2021/C 58/01);

Aufgrund des am 22. Juni 2022 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Juli 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 1. Juli 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 18. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;

Aufgrund der am 14. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie, Pool „Energie“;

Aufgrund des am 22. August 2022 in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 in fine der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 71842/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Allgemeines

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass werden folgende Bestimmungen teilweise umgesetzt:

1° die Richtlinie 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen;

2° die Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Energieeffizienz von Gebäuden (Neufassung).

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° öffentlich-rechtliche Person: jede juristische Person öffentlichen Rechts, die zu einer der folgenden Kategorien gehört:

a) jede Stadt oder Gemeinde;

b) öffentliches Sozialhilfezentrum;

c) Provinz;

d) lokale Gemeinde- oder Mehrgemeindepolizeizone mit Rechtspersönlichkeit im Sinne des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes;

e) Rettungszone im Sinne des Gesetzes vom 15. Mai 2007 über die zivile Sicherheit;

f) interkommunale Vereinigung oder eine andere Vereinigung, die ausschließlich aus öffentlich-rechtlichen Personen besteht;

g) autonome Gemeinderegionen und autonome Provinzialregionen im Sinne des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung;

2° nicht-kommerzielle Einrichtungen: Einrichtungen gemäß der Definition in Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;

3° Durchführbarkeitsvorstudie: eine Studie aufgrund deren die Dimensionierung und die technischen, energetischen und wirtschaftlichen Merkmale einer Investition ohne Hinweis auf einen bestimmten Typ oder eine bestimmte Marke bezüglich dieser Investition festgelegt werden können;

4° Audit: das Bewertungsverfahren der Energieeffizienz eines Gebäudes, seiner Ausrüstungen und seines Managements, unter Berücksichtigung seiner Merkmale und Anwendungen;



5° Energieeffizienz eines Gebäudes: die Energiemenge, die tatsächlich verbraucht wird oder die berechnet wird, um den Bedarf im Rahmen der Standardnutzung des Gebäudes zu decken (einschließlich unter anderem der Energie, die für Heizung, Warmwasser, etwaige Kühlung, Belüftung und Beleuchtung verbraucht wird);

6° Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: Arbeiten, die sich auf die Verbesserung der Gebäudehülle oder der Systeme eines Gebäudes beziehen, einschließlich der Systeme zur Nutzung erneuerbarer Energiequellen, die zu einer Verbesserung der Energieeffizienz eines bestehenden Gebäudes führen;

7° bestehendes Gebäude: Gebäude, dessen Antrag auf Baugenehmigung oder Wiederaufbau vor dem 1. Januar 2017 gestellt wurde;

8° Gebäudestrategie: Vision des Antragstellers, die auf die Umsetzung einer langfristigen Strategie für die Verwaltung des Gesamtbestands abzielt, die die Bebauung, die derzeitigen und künftigen Bedürfnisse und Nutzungen aufzeigt und die den daran durchzuführenden Arbeiten Priorität einräumt;

9° Energiekataster: vergleichende Bestandsaufnahme der Gebäude einer Einheit nach ihrer energetischen Qualität, die es ermöglicht, die Prioritäten für Eingriffe am Vermögen der Einheit zu bestimmen;

10° zugelassener Auditor: ein gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassener Auditor;

11° energetische Buchführung: System zur Buchhaltung der Energieflüsse, durch das die zu treffenden Entscheidungen im Bereich des Energiemanagements u.a. durch die Sammlung, die Verarbeitung und Übermittlung von Informationen bezüglich der durch jede technische Betriebseinheit, Dienststelle oder Anwendung verbrauchten Energieträger dokumentiert und begründet werden können, durch das die Aufstellung von Verbrauchsquoten ermöglicht wird, und durch das gegebenenfalls Alarm gegeben und die Kontrolle eines übermäßigen Energieverbrauchs ermöglicht werden kann;

12° Systeme zur Nutzung erneuerbarer Energien: die in Artikel 9 Buchstabe d genannten Systeme, mit Ausnahme von Systemen zur Nutzung fossiler Energien;

13° hochwertige Kraft-Wärme-Kopplung: Kraft-Wärme-Kopplung gemäß der Definition in Artikel 2 Ziffer 7 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

14° Regelung im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden: Dekret vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

15° biobasierte Werkstoffe: Werkstoffe, bei denen der biobasierte Anteil des im Rahmen der Investition eingesetzten Produkts, gemessen nach der Norm prEN 16785-2: 2018, 70 % oder mehr beträgt;

16° spezifischer Verbrauch der Endenergie: der theoretische jährliche Energieverbrauch einer PEB-Einheit oder eines Gebäudes, der gemäß den einschlägigen Vorschriften berechnet wird;

17° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude;

18° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 7 gelten Anbauten und Erweiterungen eines bestehenden Gebäudes nicht als bestehende Gebäude, wenn die Bau- oder Wiederaufbauarbeiten dieser Anbauten und Erweiterungen nach dem 1. Januar 2017 erfolgt sind.

## KAPITEL 2 — *Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse*

**Art. 3** - Zu den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Bedingungen und im Rahmen der verfügbaren Mittel werden öffentlich-rechtlichen Personen und nicht-kommerziellen Einrichtungen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region ansässig sind, Zuschüsse für die Umsetzung von Durchführbarkeitsvorstudien, Audits, die Einrichtung einer energetischen Buchführung oder die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden gewährt, wobei die folgenden Bedingungen eingehalten werden müssen:

1° die öffentlich-rechtliche Person oder die nicht-kommerzielle Einrichtung, die den Zuschuss beantragt, verfügt über ein dingliches Hauptrecht oder ein persönliches Nutzungsrecht mit einer Dauer von mindestens neun Jahren an dem Gebäude und die eingegliederten oder renovierten Bauteile sind ihr Eigentum oder das Eigentum eines Inhabers eines dinglichen Rechtes an dem Gut;

2° das Gebäude wird für die Durchführung der nicht-kommerziellen Aufgabe öffentlichen Dienstes des Antragstellers genutzt oder wird nach Abschluss der Arbeiten dafür genutzt werden;

3° Audits, Studien und Arbeiten, die in den Rahmen des Zuschusses fallen, halten die Vorschriften für öffentliche Aufträge ein;

4° der Betrag der beihilfefähigen Kosten des Antrags beträgt mindestens:

a) für Durchführbarkeitsvorstudien, 1 000 Euro;

b) für Audits, 1 000 Euro;

c) für die Einführung einer energetischen Buchführung, 2 500 Euro;

d) für Arbeiten, 5 000 Euro;

5° das Gebäude, das Gegenstand des Antrags auf Zuschüsse für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz ist, wurde einem Audit unterzogen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 können die autonomen Gemeinde- und Provinzialregien ausschließlich Zuschüsse für ihre Gebäude beantragen, die bestimmt sind für die Durchführung der Aufgabe gemäß Artikel 1 Ziffer 7 des Königlichen Erlasses vom 10. April 1995 zur Bestimmung der Tätigkeiten industrieller oder kommerzieller Art, für die der Gemeinderat eine mit Rechtspersönlichkeit ausgestattete autonome Gemeinderegion gründen kann, und Artikel 1 Ziffer 5 und 6 des Königlichen Erlasses vom 9. März 1999 zur Bestimmung der Tätigkeiten industrieller oder kommerzieller Art, für die der Provinzialrat eine mit Rechtspersönlichkeit ausgestattete autonome Provinzialregie gründen kann.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Zweckbestimmung wird für drei Jahre ab der vorläufigen Abnahme der Arbeiten, die den Gegenstand eines Zuschusses im Rahmen des vorliegenden Erlasses bilden, aufrechterhalten.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 5 wird ein Antrag, der die Durchführung von gleichen Leistungen oder Arbeiten an mehreren Gebäuden betrifft, angenommen, auch wenn der Betrag der beihilfefähigen Kosten pro Gebäude die in Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten Beträge nicht erreicht, unter der Bedingung, dass der kumulierte Betrag der beihilfefähigen Kosten mindestens diesen Betrag erreicht, und dass diese Arbeiten Gegenstand eines einzigen Lastenheftes sind.

**Art. 4** - Die Kumulierung des durch vorliegenden Erlass organisierten Zuschusses mit anderen Zuschüssen oder Prämien ist nur dann möglich, wenn der Gesamtbetrag aller gewährten Zuschüsse hundert Prozent des Gesamtbetrags der kraft vorliegenden Erlasses beihilfefähigen Kosten nicht überschreitet.

Erreicht der Gesamtbetrag der von anderen subsidiären Einheiten gewährten Zuschüsse zusammen mit den Zuschüssen des vorliegenden Erlasses hundert Prozent der Summe der beihilfefähigen Kosten inkl. MwSt., so zahlt die Verwaltung die Beträge bis zu dem Höchstbetrag aus, mit dem hundert Prozent der beihilfefähigen Kosten erreicht werden können.

Falls der Antragsteller in der Lage ist, die MwSt. zurückzufordern, zahlt die Verwaltung die auf der Grundlage von Beträgen ohne MwSt. berechneten Zuschüsse aus.

Der Antragsteller fügt seinem Antrag auf Auszahlung alle Belege bei, die es ermöglichen, die von anderen Einrichtungen bezuschussten Posten und die Höhe ihrer Beihilfe zu bestimmen.

#### KAPITEL 3 — *Analyse des Gebäudebestands des Antragstellers und der damit verbundenen Verbesserungen*

**Art. 5** - Der Energiekataster umfasst mindestens:

- 1° eine Auflistung der Gebäude des Antragstellers;
- 2° die Beschreibung ihrer Nutzung;
- 3° die Berechnung ihrer Flächen;
- 4° detaillierte Angaben zum Verbrauch dieser Gebäude und gegebenenfalls zu ihrer Erzeugung;
- 5° die Priorisierung der Eingriffe an den Gebäuden.

Für die Anwendung von Artikel 13 umfasst der Energiekataster mindestens die Verbrauchsdaten der drei vorangegangenen Jahre, die sich auf das Gebäude beziehen, für das der Antrag auf Zuschuss gestellt wird.

Der Minister kann den Inhalt des Energiekatasters ergänzen und dessen Form festlegen. Er kann die für die Erstellung eines Energiekatasters anwendbare Methodik festlegen.

**Art. 6** - Die globale Gebäudestrategie umfasst mindestens:

- 1° eine Auflistung der Gebäude des Antragstellers;
- 2° die Beschreibung der Bedürfnisse des Antragstellers in Bezug auf Nutzung, Standort und anzubietende Dienstleistungen;
- 3° ein Monitoring des Verbrauchs der Gebäude;
- 4° eine Beschreibung des Aktionsplans bezüglich der Verwaltung des Bestands und seiner Entwicklungen.

Der Minister kann den Inhalt der globalen Gebäudestrategie näher bestimmen oder ergänzen und ihre Form festlegen. Er kann die für die Umsetzung der Strategie anwendbare Methodik vorschreiben und die Verpflichtungen bezüglich des Monitorings je nach Zustand der Gebäude und ihrem Verbrauchsniveau differenzieren.

#### KAPITEL 4 — *Studien, Audits, energetische Buchführung und zuschussfähige Arbeiten*

**Art. 7** - Zuschussfähig sind Durchführbarkeitsvorstudien für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, die mindestens Folgendes enthalten:

- 1° die Darstellung der durch die Investition zu befriedigenden energetischen Bedürfnisse und den effektive Verbrauch vor der Investition im Falle eines bestehenden Gebäudes;
- 2° die Arbeitshypothesen;
- 3° die Berechnung der technischen Dimensionierung der Investition und die für diese Berechnung benutzten Bezugsgrößen;
- 4° die globale Energiebilanz unter Berücksichtigung des vorgeschlagenen Systems, der bestehenden Systeme, ihrer Regulierungsart und ihrer Interaktion;
- 5° ggf. eine Bewertung der Betriebsanforderungen (Instandhaltung...);
- 6° eine Bewertung der Energie- und CO<sub>2</sub>-Einsparungen;
- 7° eine Einschätzung des wirtschaftlichen Aufwands der Investition;
- 8° eine Schätzung der Payback-Dauer der Investition;
- 9° die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen.

Der Minister kann den Inhalt der Durchführbarkeitsvorstudie ergänzen, ihre Form bestimmen und ihre Gültigkeitsdauer festlegen.

**Art. 8** - § 1. Zuschussfähig sind Audits, die von zugelassenen Prüfern durchgeführt werden und mindestens Folgendes enthalten:

- 1° eine Beschreibung der Merkmale des Gebäudes und seiner Anwendungen;
- 2° eine Darstellung der Energieflüsse des Gebäudes auf der Grundlage des Verbrauchs der letzten drei Jahre;
- 3° eine Wegskizze für die Gebäuderenovierung, mit der die Ziele der langfristigen Gebäuderenovierungsstrategie erreicht werden können, darunter die CO<sub>2</sub>-Neutralität bis 2040;
- 4° die Empfehlungen für Verbesserungen der Energieeffizienz des Gebäudes, die einerseits die geltenden Anforderungen an die Energieeffizienz und andererseits die in der Wegskizze festgelegten Renovierungsziele berücksichtigen;
- 5° einen Vorschlag für die Priorisierung der Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes;
- 6° die Höhe und die Einzelheiten der Zuschüsse, die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährt werden können.

Die in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Empfehlungen sind im Hinblick auf die einzusetzenden Technologien und Werkstoffe und die geschätzten Kosten der Arbeiten ausführlich beschrieben.

Die Energieeinsparungen werden getrennt nach Art der Arbeiten berechnet. Eine Schätzung der Energie-, Finanz- und CO<sub>2</sub>-Gewinne wird vom Auditor auf der Grundlage der im Audit detailliert beschriebenen Hypothesen vorgenommen.

Das Audit kann einen Verweis auf einen umfassenden Aktionsplan für den Gebäudebestand des Antragstellers enthalten oder die Arbeiten entsprechend den Ergebnissen der Gebäudestrategie des Antragstellers oder seines Energiekatasters vorrangig behandeln.

Das Audit kann auch die Zuschüsse darlegen, für die die empfohlenen Arbeiten in Frage kommen, und gegebenenfalls diese Beihilfen beziffern.

Der Minister kann den Inhalt des Audits näher bestimmen oder ergänzen und die Methodik festlegen.

§ 2. Der Auditbericht enthält außerdem die für die Kontrolle gemäß Artikel 24 erforderlichen Angaben, darunter:

- 1° die Identifizierung des Verfassers des Berichts;
- 2° die Zulassungsnummer des Verfassers des Berichts;
- 3° die administrativen Referenzen des geprüften Gebäudes;
- 4° das Datum der Durchführung des Audits;
- 5° die Kosten des Audits.

Der Minister kann die Form des Auditberichts bestimmen und dessen Gültigkeitsdauer festlegen. Der Minister kann die Aktualisierung des Auditberichts gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten vorschreiben.

**Art. 9 - § 1.** Im Rahmen des vorliegenden Erlasses können folgende Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes bezuschusst werden:

- a) Arbeiten zur Verbesserung der Gebäudehülle;
- b) Arbeiten zum Einbau, zum Austausch oder zur Verbesserung von Lüftungsanlagen;
- c) die Wärmedämmung und die Regulierung bestehender Systeme, sofern das System in den fünf Jahren vor dem Antrag auf Zuschuss nicht ausgetauscht wurde;
- d) der Einbau, der Austausch und die Modernisierung der folgenden Systeme, die erneuerbare Energiequellen nutzen:
  - 1° die Wärmepumpen;
  - 2° die solarthermischen Anlagen;
  - 3° die Heizkessel für Biomasse;
- e) der Austausch und die Modernisierung von Beleuchtungssystemen, sofern das System in den fünf Jahren vor dem Antrag auf Zuschuss nicht ausgetauscht wurde;
- f) der Einbau, der Austausch oder die Verbesserung einer hochwertigen Kraft-Wärme-Kopplung;
- g) der Einbau von Anlagen zum Außensonnenschutz;
- h) der Einbau von Kühlanlagen mit natürlicher oder hybrider Belüftung;
- i) der Einbau oder die Ausdehnung eines Wärmenetzes.

Die technischen Mindestanforderungen an die in Absatz 1 genannten Arbeiten sind in Anhang 1 festgelegt.

Unbeschadet des Absatzes 2 müssen die im Rahmen des vorliegenden Erlasses bezuschussten Arbeiten die Anforderungen erfüllen, die gemäß den Vorschriften über die Energieeffizienz von Gebäuden gelten.

Unter den vom Minister festgelegten Bedingungen können Arbeiten zur Anpassung der elektrischen Anlage mit dem Ziel des Einbaus von photovoltaischen Solarzellen bezuschusst werden.

§ 2. Bezuschusst werden kann die Einrichtung einer energetischen Buchführung, die Folgendes ermöglicht:

- 1° die Sammlung von Daten, die es ermöglichen, die Systeme und Verbrauchspunkte zu identifizieren, indem die Anwendungen ggf. differenziert werden;
- 2° die Datenverarbeitung;
- 3° die Auslegung und die Darstellung der Ergebnisse.

Der Inhalt dieser Vorgänge ist in Anhang 1 Paragraph 2 festgelegt, in dem auch die erwarteten Ergebnisse der energetischen Buchführung bestimmt werden.

Der Antragsteller legt in seinem Antrag und in der Berichterstattung über die Verbrauchsdaten gemäß Artikel 16 die Person fest, die für die Überwachung und Auswertung der Daten aus seiner energetischen Buchführung zuständig ist.

§ 3. Bezuschusst werden kann die Umsetzung der Gebäudestrategie des Antragstellers, die die in Artikel 6 genannten Elemente und gegebenenfalls die vom Minister gemäß Artikel 6 Absatz 2 festgelegten Elemente enthält.

#### KAPITEL 5 — *Beträge der Beihilfe*

**Art. 10 -** Bei der Veranschlagung der Berechnungsgrundlage des Zuschusses werden die gesamten beihilfefähigen Kosten, einschließlich der MwSt., als Bezugswert genommen.

Wenn der Antragsteller in der Lage ist, die MwSt. zurückzufordern, werden die Zuschüsse auf der Grundlage von Beträgen ohne MwSt. berechnet. Der Antragsteller teilt dies der Verwaltung in seinem Antragsformular für den Zuschuss mit.

Unter beihilfefähige Kosten versteht man:

- 1° für die Durchführung eines Energieaudits und die Durchführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes: die erforderlichen Leistungen des Studienbeauftragten sowie die Kosten für etwaige Energiezählungen;

2° für die Durchführung einer energetischen Buchführung; die Lieferung und den Einbau der Vorrichtungen zur Messung des Energieverbrauchs, das Zubehör, die Kabel, die Schaltschränke ggf. einschließlich der Geräte für den Fernservice, die Geräte zur Messdatenspeicherung und die Datenerfassungs-, -analyse- und -validierungssoftware, sowie die Kosten für die Schulung des betroffenen Personals;

3° für die Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes: den Kauf und den Einbau von Werkstoffen oder Einrichtungen zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes, für die Posten, die nach Art der Arbeiten in Anhang 2 aufgelistet sind;

4° für die Umsetzung der globalen Gebäudestrategie des Antragstellers: die notwendigen Leistungen des Studienbeauftragten, mit Ausnahme der Kosten für internes Personal des Antragstellers.

Der Minister bestimmt die beihilfefähigen Kosten für die Arbeiten zur Anpassung der elektrischen Anlage mit dem Ziel des Einbaus von photovoltaischen Solarzellen.

**Art. 11 - § 1.** Für Audits, Durchführbarkeitsvorstudien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes wird der Zuschussatz wie folgt festgelegt:

1° fünfundsiebzig Prozent für die Durchführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes, für die Ausarbeitung einer globalen Gebäudestrategie und für die Einführung einer energetischen Buchführung;

2° fünfundsiebzig Prozent der beihilfefähigen Kosten für die Durchführung eines Energieaudits;

3° vierzig Prozent der beihilfefähigen Kosten für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 Ziffer 3 wird für die in Artikel 10 genannten Arbeiten zur Verbesserung der Gebäudehülle, soweit sie Arbeiten an der Gebäudehülle betreffen, der Beihilfebetrag wie folgt festgelegt:

Art der Arbeiten	Pauschaler Grundbetrag	
	Pauschaler Grundbetrag	Pauschaler Grundbetrag für die Verwendung von biobasierten Werkstoffen
Isolierung der Bedachung: Decke/Dachboden	17 EUR/m <sup>2</sup>	19 EUR/m <sup>2</sup>
Isolierung der Bedachung: Schrägdach in der Struktur <0	36 EUR/m <sup>2</sup>	39 EUR/m <sup>2</sup>
Isolierung der Bedachung: Sarking	70 EUR/m <sup>2</sup>	77 EUR/m <sup>2</sup>
Isolierung der Bedachung: Flache Bedachung	59 EUR/m <sup>2</sup>	65 EUR/m <sup>2</sup>
Isolierung der Wände	40 EUR/m <sup>2</sup>	44 EUR/m <sup>2</sup>
Isolierung des Bodens	16 EUR/m <sup>2</sup>	18 EUR/m <sup>2</sup>
Ersatz des Außenholzwurks	225 EUR/m <sup>2</sup>	248 EUR/m <sup>2</sup>

Auf der Grundlage der Entwicklung der Preise oder der Werkstoffe entsprechend dem von ihm festgelegten Index zur Revision der Preise oder auf der Grundlage der Entwicklung der Technologien kann der Minister die gemäß Absatz 1 für Arbeiten gewährten pauschalen Beträge anpassen.

§ 3. Für die Arbeiten zur Anpassung der elektrischen Anlage mit dem Ziel des Einbaus von photovoltaischen Solarzellen wird der Zuschussatz auf 40 % der beihilfefähigen Kosten festgelegt.

**Art. 12 -** Die in Artikel 11 Paragraph 1 Ziffer 3 genannten Beträge werden um 30 Prozent erhöht, insofern die im Rahmen des vorliegenden Dekrets von einem Zuschuss betroffenen Arbeiten ermöglichen, Folgendes zu erreichen: <0

1° einen Endenergieverbrauch von höchstens 80 kWh/m<sup>2</sup> pro Jahr oder;

2° eine Verringerung des Endenergieverbrauchs von mindestens 65 % .

Die Einhaltung der in Absatz 1 genannten Bedingungen wird per Audit ermittelt oder, insofern die Arbeiten zum Erreichen dieser Verbrauchsstufen die Empfehlungen des Audits nicht angewandt haben, per Berechnung nach derselben Methodik, bei der die vom Antragsteller durchgeführten Arbeiten angegeben werden.

#### KAPITEL 6 — Verfahren zur Beantragung des Zuschusses oder der Auszahlung

**Art. 13 - § 1.** Die Zuschussanträge für die Durchführung eines Energieaudits, die Durchführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes oder die Durchführung einer globalen Gebäudestrategie werden spätestens sechs Monate nach dem Datum der Rechnung oder Honorarrechnung eingereicht.

§ 2. Die Zuschussanträge für die Einführung einer energetischen Buchführung oder für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes müssen vor der Bestellung und der Einleitung dieser Arbeiten eingereicht werden; diese Arbeiten finden so früh wie möglich nach der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses statt.

Wenn bei der Kontrolle des Audits Verfehlungen des Auditors bezüglich der Durchführung seiner Aufgaben oder Fehler bei der angewandten Methodik festgestellt werden, kann der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses an Bedingungen in Zusammenhang mit der Abänderung bestimmter technischer Aspekte der Antragsakte oder einiger Bestandteile des Audits gebunden werden. In diesem Fall setzt die Verwaltung den Antragsteller über die im Audit festgestellten Mängel sowie den Auditor über die an seinem Audit vorzunehmenden Änderungen in Kenntnis.

Wenn bestimmte Arbeiten jedoch dringend notwendig sind, können diese vor der Zustellung des Beschlusses betreffend die Akte anfangen, unter der Voraussetzung, dass die Verwaltung eine schriftliche Genehmigung zum Beginn der Arbeiten ausstellt. Diese Genehmigung zum Beginn der Arbeiten stellt jedoch keinen Beschluss zur Gewährung des Zuschusses dar.



§ 3. Zuschussanträge für Arbeiten zur Anpassung der elektrischen Anlage mit dem Ziel des Einbaus von photovoltaischen Solarzellen sind innerhalb der vom Herrn Minister angegebenen Frist einzureichen.

**Art. 14 - § 1.** Die bezuschussten Arbeiten werden binnen einer Frist von drei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses ausgeführt und abgenommen.

Diese Frist kann um ein Jahr verlängert werden, wenn der Begünstigte spätestens drei Monate vor Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Frist einen diesbezüglichen schriftlichen und begründeten Antrag stellt.

Abweichend von Absatz 1 wird, wenn die Arbeiten Gegenstand einer Genehmigung zum Beginn der Arbeiten gemäß Artikel 13 Paragraf 2 Absatz 3 waren, der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum der Mitteilung über die Gewährung der Zuschüsse eingereicht.

§ 2. Werden die in Paragraf 1 genannten Fristen nicht eingehalten, so wird die Akte abgeschlossen und der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses wird hinfällig.

§ 3. Der Minister oder sein Beauftragter kann den Inhalt der im vorliegenden Kapitel genannten Dokumente genauer bestimmen und deren Form und Anwendungsmodalitäten festlegen.

**Art. 15 - § 1.** Der Antrag auf Zuschuss wird mittels des zur Verfügung gestellten Antragsformulars bei der Verwaltung eingereicht.

Die Antragsakte für den Zuschuss enthält Folgendes:

a) das Lastenheft oder die Beschreibung der Studien oder Audits, des zu installierenden Materials oder der auszuführenden Arbeiten;

b) eine Beschreibung der Art der Zweckbestimmung des Gebäudes und seiner Nutzung;

c) eine Kopie des Gebäudestrategieberichts des Antragstellers;

d) alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten.

§ 2. Für die Durchführung von Audits oder Durchführbarkeitsvorstudien enthält die Antragsakte außerdem:

a) das Energieaudit, die Durchführbarkeitsvorstudie für eine Investition oder den Bericht über die Gebäudestrategie des Antragstellers;

b) die Kopie der detaillierten Rechnung des Honorars für das Energieaudit, die Studie oder die Strategie;

c) die Kopie des Zahlungsbelegs;

d) gegebenenfalls die Bescheinigung des Auditors zur Bestätigung, dass er am Datum der Bestellung des Energieaudits über eine gültige Zulassung verfügt.

§ 3. Für die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden oder zur Einführung einer energetischen Buchführung enthält die Akte außerdem:

a) die Energieverbrauchsdaten für die drei Jahre vor dem Zuschussantrag oder, wenn diese Daten nicht verfügbar sind, Daten über die Effizienz der Gebäudehülle, anhand derer ein theoretischer Energieverbrauch bestimmt werden kann;

b) den ausführlichen Kostenvoranschlag für die Lieferung und den Einbau des/der durch den Zuschuss betroffenen Materials oder Arbeiten;

c) eine Anleitung zur Einhaltung der in Anhang 1 genannten technischen Kriterien;

d) eine Begründung dafür, dass die geplanten Arbeiten Teil der globalen Gebäudestrategie des Antragstellers sind;

e) eine Kopie des für das Gebäude erstellten Auditberichts oder eine Begründung dafür, dass die im Antrag vorgesehenen Arbeiten gemäß den Empfehlungen des Audits durchgeführt werden;

f) ein ausführliches Berechnungsblatt der durch die geplanten Arbeiten erzielten Energieeinsparungen, das vom Auditor gemäß seinen Aufgaben erstellt wurde;

g) falls die Arbeiten, für die ein Zuschuss beantragt wird, nicht den Empfehlungen des Audits entsprechen: eine begründete Mitteilung, aus der hervorgeht, warum es sinnvoll ist, von den Empfehlungen des Audits abzuweichen, und dass die durchgeführten Arbeiten die Ziele der Wegskizze für die Gebäuderenovierung erfüllen;

h) wenn die unter Buchstabe e genannten Bedingungen nicht erfüllt sind: ein ausführliches rechtfertigendes Berechnungsblatt, in dem die Energieeinsparungen durch die im Antrag auf Zuschuss vorgesehenen Arbeiten dargelegt werden.

Wenn der Antragsteller den erhöhten Zuschuss gemäß Artikel 12 Absatz 1 in Anspruch nehmen will, muss er dies in seinem Antrag erwähnen und nachweisen, dass die Bedingungen von Artikel 12 erfüllt werden können, und zwar durch das in Absatz 1 Buchstabe f oder gegebenenfalls Buchstabe h genannte Berechnungsblatt.

Der Minister kann die Erstellung eines Berechnungsblatts für die Energieeinsparungen oder die voraussichtliche Höhe der Zuschüsse in einem von ihm festgelegten Format vorschreiben.

§ 4. Der Minister bestimmt den Inhalt des Antrags auf Zuschuss, wenn er sich auf Arbeiten zur Anpassung der elektrischen Anlage mit dem Ziel des Einbaus von photovoltaischen Solarzellen bezieht.

**Art. 16 - § 1.** Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für die Einführung einer energetischen Buchführung und für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes wird binnen zwölf Monaten nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten bei der Verwaltung eingereicht.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des Antrags auf Zuschuss übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie angibt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte für unvollständig erklärt wird, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab der Zusendung der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Absatz 3 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugesandt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag unzulässig.

§ 2. Der Beschluss zur Ablehnung des Zuschusses wird dem Antragsteller innerhalb von sechs Monaten ab der Einsendung der Empfangsbestätigung bezüglich der Vollständigkeit des Antrags zugestellt.



§ 3. Werden die in Paragraph 1 genannten Fristen nicht eingehalten, so wird die Akte abgeschlossen und der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses wird hinfällig.

**Art. 17** - Die Gewährung des Zuschusses für die Einführung einer energetischen Buchführung oder für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes setzt die Verpflichtung voraus, der Verwaltung jedes Jahr während fünf Jahren anhand des von ihr zur Verfügung gestellten Formulars die energetischen Verbrauchsdaten des betreffenden Gebäudes mitzuteilen.

Die in Absatz 1 genannte Verpflichtung läuft ab dem Jahre der Auszahlung des Zuschusses.

Spätere Anträge auf Zuschüsse für das gleiche Gebäude sind unzulässig, solange der Antragsteller die in Absatz 1 genannte Verpflichtung nicht erfüllt.

Der Minister bestimmt die Anwendungsmodalitäten der in Absatz 1 genannten Berichterstattung.

**Art. 18** - § 1. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses wird mittels des zur Verfügung gestellten Antragsformulars bei der Verwaltung eingereicht.

Die in Artikel 15 Paragraph 2 genannte Antragsakte für die Durchführung von Audits, Durchführbarkeitsvorstudien oder der globalen Gebäudestrategie gilt als Antrag auf Auszahlung des Zuschusses.

Die Akte bezüglich des Antrags auf Auszahlung des Zuschusses besteht für die Einführung einer energetischen Buchführung und für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes aus Folgendem:

1° dem Beschluss zur Vergabe des Bauauftrags und der vergleichenden Analyse der Angebote;

2° der Kopie des Angebots des Auftragnehmers;

3° den verschiedenen Baufortschrittsberichten, der Endabrechnung und den entsprechenden Rechnungen;

4° dem Protokoll der vorläufigen Abnahme der Arbeiten;

5° den Nachweisen, die belegen, dass die Arbeiten gemäß den Antragsunterlagen ausgeführt wurden oder den in Artikel 13 Paragraph 2 Absatz 2 genannten Änderungen entsprechen.

Der Minister kann den Inhalt des Antrags auf Auszahlung des Zuschusses ergänzen und diesen je nach den ausgeführten Arbeiten differenzieren.

Der Minister bestimmt den Inhalt des Antrags auf Auszahlung des Zuschusses, wenn er sich auf Arbeiten zur Anpassung der elektrischen Anlage mit dem Ziel des Einbaus von photovoltaischen Solarzellen bezieht.

§ 2. Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des Antrags auf Auszahlung des Zuschusses übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist oder nicht.

Wenn die Akte unvollständig ist, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Absatz 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschiedt hat, scheidt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag unzulässig.

§ 3. Der Beschluss über den Antrag auf Auszahlung des Zuschusses wird dem Antragsteller innerhalb von sechs Monaten ab der Einsendung der Empfangsbestätigung bezüglich der Vollständigkeit des Antrags zugestellt. In dieser Mitteilung wird der Betrag des zu zahlenden Zuschusses angegeben.

Der Begünstigte des Zuschusses reicht seine Forderungsanmeldung gegenüber der Region in zweifacher Ausfertigung innerhalb von sechs Monaten nach dieser Mitteilung ein.

#### KAPITEL 7 — Zulassung von Auditoren

**Art. 19** - § 1. Als UREBA-Auditor kann jede natürliche Person zugelassen werden, die mindestens die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° einen Masterabschluss als Zivilingenieur, Architekt oder Industrieingenieur haben oder eine mindestens dreijährige Erfahrung im Bereich der rationellen Energienutzung in Gebäuden nachweisen können;

2° von jedem Lieferanten von Energie, Ausrüstungen oder Arbeiten, die im Audit erwähnt werden, unabhängig sein;

3° die Kompetenz des Antragstellers in Bezug auf die Bestandteile des Audits rechtfertigen;

4° nicht weniger als drei Jahre vor der Einreichung des Zulassungsantrags Gegenstand eines Beschlusses zum Entzug der Zulassung oder eines Beschlusses zur Nicht-Verlängerung um ein Jahr der Zulassung gewesen sein in Anwendung vorliegenden Erlasses oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE).

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 4 kann ein Auditor, dessen Zulassung nicht um ein Jahr verlängert wurde, einen neuen Antrag auf Zulassung im Rahmen des vorliegenden Erlasses stellen, wenn er nachweist, dass er an einer Ausbildung teilgenommen hat, die die erforderlichen Kompetenzen eines UREBA-Auditors beinhaltet, und diese gegebenenfalls erfolgreich abgeschlossen hat.

Der Minister kann die Teilnahme an einer Ausbildung in Bezug auf den Mindestinhalt des Audits und die Aufgaben des Auditors vorschreiben. In diesem Fall schreibt der Minister den zuvor zugelassenen Auditoren die Teilnahme an der gleichen Ausbildung vor.

§ 2. Als UREBA-Auditor kann auch jede juristische Person zugelassen werden, die unter ihrem Personal oder ihren Mitarbeitern mindestens einen als natürliche Person zugelassenen UREBA-Auditor hat.

**Art. 20** - § 1. Der Zulassungsantrag wird anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht.

Die Akte bezüglich des Zulassungsantrags umfasst wenigstens folgende Elemente:

1° den Namen, die Anschrift und den Beruf des Antragstellers;

2° eine Kopie des erforderlichen Diploms oder jedes Dokument, durch das die kraft Artikel 19 § 1 Ziffer 1 erforderliche Erfahrung in Bezug auf die Kompetenz im Bereich der rationellen Energienutzung bescheinigt wird;

3° eine Beschreibung der technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, um die Aufgaben zu erfüllen, die ihm als zugelassener UREBA-Auditor anvertraut werden;

4° eine Kopie von drei Auditberichten, die der Antragsteller in den letzten drei Jahren vor der Antragstellung erstellt hat und die die Kompetenz des Antragstellers in Bezug auf die Bestandteile des Audits nachweisen können;

5° für die juristische Person eine Kopie der Vereinbarung, die sie mit der natürlichen Person, die den Antrag auf Zulassung als juristische Person begründet, verbindet.

Der Minister kann die Form und den Inhalt des Zulassungsantrags näher festlegen.

Das Formular nennt die Liste der erhobenen personenbezogenen Daten, den Zweck ihrer Verarbeitung sowie die Dauer der Speicherung, die Modalitäten für den Zugriff auf diese Daten und ihre Berichtigung.

§ 2. Innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang der Antragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die Folgendes enthält:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattfinden wird;

Der Generalinspektor der Verwaltung befindet über den Zulassungsantrag innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Empfang der vollständigen Akte.

Die Verwaltung den Antragsteller informiert unverzüglich, falls die Antragsakte nicht vollständig ist. In dieser Empfangsbestätigung ebenfalls die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag des Erhalts der vollständigen Akte wieder aufgenommen wird.

§ 3. Bei der Analyse der Audits zum Zweck der Überprüfung der in Artikel 22 § 1 Ziffer 2 genannten Bedingung kontrolliert die Verwaltung die Einhaltung der Aufgaben des Auditors und der Anforderungen an die Qualität und Methodik der Audits.

§ 4. Die Sammlung und Verarbeitung der in § 1 genannten personenbezogenen Daten dient folgenden Zwecken:

1° Verwaltung und Bearbeitung von Zuschussanträgen, die von den Antragstellern eingereicht wurden oder einzureichen sind;

2° Überprüfung der Einhaltung der in Artikel 19 ff. des vorliegenden Erlasses erwähnten Bedingungen;

3° Durchführung der Überprüfungen nach Artikel 24 und der Kontrollen nach den Artikeln 25 ff.;

4° Erstellung von Statistiken oder Analysen zur Bewertung dieses Fördermechanismus, zur Bewertung der durchgeführten Arbeiten oder zur Entwicklung der Leistung der Gebäude oder zur Bewertung der Zulassungsbedingungen für zugelassene Auditoren.

Die Verwaltung organisiert und ist verantwortlich für die Verarbeitung der Datenbank, die folgende Dokumente und Informationen enthält:

1° die in Artikel 20 § 1 angeführten Informationen;

2° die in Artikel 20 § 1 und 2 angeführten Informationen;

3° die Kontaktdaten, die vom Auditor in seinem Zulassungsantrag genannt und gemäß Artikel 21 § 3 veröffentlicht wurden.

Die Daten in der in Absatz 2 genannten Datenbank werden für die gesamte Dauer der Zulassung des Auditors aufbewahrt, einschließlich des Zeitraums, der für die Verlängerung der Zulassung erforderlich ist. Sie werden für die Dauer aufbewahrt, die für die Überprüfungen und Kontrollen gemäß Artikel 24, 25 ff. erforderlich ist, sowie für die Dauer, die für die Überprüfung der Bedingungen gemäß Artikel 19 § 1 Absatz 1 Ziffer 4 und Absatz 2 erforderlich ist. Nach Ablauf dieser Fristen werden die Daten gelöscht.

**Art. 21 - § 1.** Die Gültigkeitsdauer der Zulassung als UREBA-Auditor beträgt fünf Jahre.

Die Zulassung beginnt mit dem Datum der Notifizierung der Entscheidung, mit der sie erteilt wird.

§ 2. Falls es einem Antragsteller, der Inhaber eines der in Artikel 19 § 1 Ziffer 1 aufgeführten Abschlusszeugnisse ist, nicht möglich ist, in seinem Zulassungsantrag die in Artikel 20 § 1 Ziffer 4 genannten Berichte vorzulegen, kann dem Antragsteller eine vorübergehende Zulassung für die Dauer eines Jahres gewährt werden.

Die Zulassung beginnt mit dem Datum der Notifizierung der Entscheidung, mit der sie erteilt wird.

§ 3. Die Verwaltung führt und veröffentlicht eine Liste der zugelassenen Auditoren.

**Art. 22 - § 1.** In den folgenden Fällen kann die Zulassung als UREBA-Auditor um fünf Jahre verlängert werden:

1° der zugelassene Auditor hat während der Dauer seiner Zulassung mindestens drei Auditberichte erstellt;

2° die Analyse dieser Berichte hat keine Verstöße gegen die Aufgaben des Auditors, den Inhalt des Audits oder die bei der Durchführung der Audits anwendbare Methodik ergeben und&#8200;

3° der Auditor war nicht Gegenstand eines Entzugs oder einer Sanktionierung seiner Zulassung.

Der Antrag auf Verlängerung ist spätestens 120 Tage vor Ablauf der Gültigkeit der Zulassung bei der Verwaltung einzureichen. Er enthält Kopien von drei Auditberichten, die während des Zulassungszeitraums durchgeführt wurden.

Die Erneuerung der Zulassung kann von der Teilnahme an einer Ausbildung abhängig gemacht werden, wobei die Modalitäten vom Minister festgelegt werden.

§ 2. In Abweichung davon wird die in Artikel 21 § 2 genannte vorübergehende Zulassung für eine Dauer von vier Jahren erneuert, wenn:

1° der zugelassene Auditor während der Dauer seiner Zulassung mindestens einen UREBA-Auditbericht erstellt hat und

2° die Analyse dieses bzw. dieser Berichte keine Verstöße gegen die Aufgaben des Auditors, den Inhalt des Audits oder die bei der Durchführung der Audits anwendbare Methodik ergeben hat.&#8200;

Der Antrag auf Verlängerung ist spätestens 45 Tage vor Ablauf der Gültigkeit der vorübergehenden Zulassung bei der Verwaltung einzureichen. Er enthält eine Kopie des oder der Auditberichte, die während des Zeitraums der vorübergehenden Zulassung durchgeführt wurden.

§ 3. Innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang der Antragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die Folgendes enthält:

- 1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;
- 2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattfinden wird;

Die Verwaltung befindet über den Zulassungsantrag innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Empfang der vollständigen Akte. Befindet die Verwaltung innerhalb dieser Frist nicht über den Antrag, wird die Zulassung bis zur Notifizierung der Entscheidung über den Antrag auf Verlängerung der Zulassung verlängert.

Die Verwaltung den Antragsteller informiert unverzüglich, falls die Antragsakte nicht vollständig ist. In dieser Empfangsbestätigung ebenfalls die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag des Erhalts der vollständigen Akte wieder aufgenommen wird.

**Art. 23** - Im Rahmen der in Artikel 8 Absatz 1 genannten Verbesserungen sammelt der Auditor Informationen über die Immobilienstrategie des Antragstellers für dieses Gebäude oder über das Energiekataster und erfragt gegebenenfalls die Absicht des Antragstellers bezüglich der geplanten Änderungen in Bezug auf das geprüfte Gebäude ein.

Nach Abschluss seines Auftrags erläutert der Auditor dem Antragsteller den Auditbericht und die durchgeführten Empfehlungen.

Der Auditor führt die in den Absätzen 1 und 2 genannten Aufgaben persönlich durch. Andere Aufgaben, die für die Erstellung des Audits erforderlich sind, können teilweise durch Befugnisübertragung ausgeführt werden.

Der Auditor übernimmt die Verantwortung für die in der Prüfung festgelegten Handlungen und Empfehlungen, einschließlich der durch Befugnisübertragung durchgeführten. Der Auditor übt ihr Amt in völliger Unabhängigkeit aus. Er unterbreitet keine kommerziellen Vorschläge in Bezug auf die Energieversorgung des Gebäudes oder die im Rahmen des Audits festgestellten Verbesserungen.

Unbeschadet von den in den Artikeln 24 ff. erwähnten Kontrollen übermitteln die Auditoren Drittpersonen außer mit der vorherigen Zustimmung des Antragstellers keine Information über die Ergebnisse des Audits.

**Art. 24** - Unbeschadet der Möglichkeit von Strafmaßnahmen kann die Verwaltung dem Auditor die Korrektur der Audits auferlegen, deren schlechte Qualität festgestellt wird.

Die Verwaltung informiert den Auditor über den festgestellten Fehler und fordert ihn auf, diesen innerhalb einer von ihr festgelegten Frist, die drei Monate nicht überschreiten darf, zu berichtigen.

Der Auditor informiert die Person, die das Audit bei ihm angefordert hat, über den Fehler und liefert ihm die berichtigte Fassung.

**Art. 25** - Die Verwaltung ist befugt, die Audits zu kontrollieren.

Im Rahmen der Prüfung nach Artikel 234 oder Absatz 1 kann die Verwaltung vom Auditor verlangen, dass er ihr alle Unterlagen aushändigt, die zur Durchführung des Audits herangezogen wurden. Der Auditor bewahrt diese Unterlagen für einen Zeitraum von fünf Jahren nach der Erstellung des Berichts auf.

Die Kontrolle erfolgt auf der Grundlage dieser Unterlagen, auf der Grundlage der in dem betreffenden Gebäude festgestellten Daten, auf der Grundlage von Informationen, die im Rahmen eines Antrags auf Bezuschussung im Rahmen des vorliegenden Erlasses weitergeleitet wurden, oder auf der Grundlage jeder zweckdienlichen Information, die sich im Besitz der Verwaltung befindet.

**Art. 26** - Wenn ein Auditor gegen seine Verpflichtungen verstößt, kann der Minister Strafmaßnahmen gegen ihn ergreifen.

Die betreffenden Verstöße sind:

1° die mangelnde Qualität der Audits, die insbesondere durch das Folgende festgestellt wird:

a) infolge von Unzulänglichkeiten hinsichtlich der Qualität oder Vollständigkeit der erfassten Daten oder der Ergebnisse;

b) infolge von Unzulänglichkeiten hinsichtlich der Qualität, der Durchführbarkeit und der Kohärenz der in den Empfehlungen aufgeführten Verbesserungsvorschläge;

3° die Nichteinhaltung der in den Artikeln 8 und 23 bis 25 erwähnten Verpflichtungen;

3° an der in Artikel 19 angeführten Ausbildung nicht teilgenommen zu haben.

Die möglichen Strafmaßnahmen sind die Mahnung, die zeitweilige Aussetzung der Zulassung und der Entzug der Zulassung.

**Art. 27** - Die Absicht, gegen einen zugelassenen Auditor eine Strafmaßnahme zu ergreifen, wird diesem von der Verwaltung mitgeteilt.

Dabei werden in ihrem Schreiben

1° die festgestellten Pflichtverletzungen,

2° ggf. die erwogene Strafmaßnahme,

3° der Zeitpunkt der Anhörung, anlässlich deren der Auditor, ggf. zusammen mit seinem Verteidiger, die Gelegenheit haben wird, seine Einsprüche geltend zu machen,

4° die Art und Weise, wie der Auditor die vollständige Akte über die ihm zur Last gelegten Verstöße einsehen kann, angeführt.

Das Protokoll der Anhörung wird dem zugelassenen Auditor innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung durch die Verwaltung zugestellt.

Die Entscheidung, ob gegen den Zugelassenen Auditor eine Strafmaßnahme verhängt wird oder nicht, wird vom Minister getroffen und dem Zugelassenen Auditor innerhalb von sechzig Tagen nach der Anhörung mitgeteilt.

Die Strafmaßnahme wird nach Maßgabe der Schwere der Verstöße ergriffen, die dem Beschluss zugrunde liegen.

Die Entscheidung über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung wird auszugsweise auf der Internetseite der Verwaltung veröffentlicht.

**Art. 28** - Im Falle der Aussetzung oder des Entzugs der Zulassung benachrichtigt der Auditor innerhalb von 30 Tagen nach Bekanntgabe der Entscheidung alle Antragsteller, mit denen Verträge zur Durchführung eines Audits laufen.

Die Aussetzung der Zulassung des Auditors dauert so lange, bis er die vom Minister in seinem Beschluss über die Strafmaßnahme genannte angemessene Ausbildung besucht und bestanden hat.

#### KAPITEL 8 — *Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 29** - Über eine Zulassung als UREBA-Auditor im Sinne des vorliegenden Erlasses verfügen Personen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) als Auditor für gesamte Energieaudits zugelassen sind.

Der vorliegende Erlass ist auf die Zulassungen anwendbar, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) erhalten wurden.

Der vorliegende Erlass ist auf die Zulassungsanträge anwendbar, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) eingereicht wurden.

**Art. 30** - Für eine Investition, die die Durchführung von Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Gebäudes bezweckt, kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ein Zuschussantrag während eines Zeitraums von sechs Monaten ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses für die Durchführung eines Energieaudits oder einer Durchführbarkeitsvorstudie eingereicht werden, wobei den Kriterien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) genügt wird. In diesem Fall wird der Betrag des Zuschusses in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Artikel 10 und 11 berechnet.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Zulassungsanträge unterliegen weiterhin dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. 28. April 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA).

Im Falle eines Betrugs gegen den vorliegenden Erlass oder den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. 28. April 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) darf der Begünstigte zehn Jahre lang ab dem Zeitpunkt, zu dem der Betrug entdeckt wurde, keinen neuen Zuschuss im Sinne des vorliegenden Erlasses beantragen.

**Art. 31** - Anträge auf Zuschüsse für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz in Gebäuden, die nicht Gegenstand eines Audits waren, können innerhalb eines Jahres nach Inkrafttreten dieses Erlasses gestellt werden. In diesem Fall fügt der Antragsteller seinen Unterlagen eine Berechnungsübersicht bei, die den Anforderungen von Anhang 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. 28. April 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) entspricht.

**Art. 32** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA) wird aufgehoben.

**Art. 33** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. November 2022 in Kraft.

**Art. 34** - Der vorliegende Erlass kann auch mit dem Begriff "UREBA" identifiziert werden.

**Art. 35** - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY



## Anlage 1 - Technische Mindestanforderungen

§ 1. Um für eine Bezuschussung in Frage zu kommen, müssen die in Artikel 9 Absatz 1 des Erlasses genannten Arbeiten die folgenden technischen Mindestanforderungen erfüllen:

1. Die Arbeiten zur Wärmedämmung der Wände des Gebäudes, die es ermöglichen, Gesamtwärmedurchgangskoeffizienten (U) zu erzielen, die folgende Werte nicht überschreiten:

Wände, die das innere Raumvolumen abgrenzen	U <sub>max</sub>
Fenster: - Nur Verglasung - Rahmen und Verglasung zusammen	1,1 1,5
Türen	2
Vorgehängte (Metall)fassaden: - Nur Verglasung - Rahmen und Verglasung zusammen	1,1 2
Transparente/lichtdurchlässige Wände (mit Ausnahme von Glas) - Nur transparenter Teil (z. B. Dachkuppel aus Polycarbonat) - Rahmen und transparenter Teil zusammen	1,4 2

Der Wärmewiderstandskoeffizient R der zusätzlichen Isolierung muss mindestens den folgenden Werten entsprechen:

Wände, die das innere Raumvolumen abgrenzen	R <sub>min</sub> der zusätzlichen Isolierung
Mauern	6
Dach oder Decke	6
Fußböden:	4

Wenn Rahmen oder Türen ersetzt werden, müssen die in Anhang C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden aufgeführten Anforderungen für die Luftzuführungen in die Räumlichkeiten eingehalten werden.

2. Bei der Installation, dem Austausch oder der Verbesserung von Lüftungsanlagen werden die folgenden Anforderungen erfüllt:

a. Die Belüftungseinheit muss nach den Anforderungen von Anhang C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden dimensioniert werden. In Abweichung von Anhang C3 muss die erforderliche innere Luftqualität mindestens der Kategorie "INT 2" anstelle von "INT 3" entsprechen, d. h. 36 m<sup>3</sup>/h pro Person.

b. Die Luftqualitätsregelung muss anhand eines Regelungssystems des Typs IDA-C6 erfolgen.

3. Die Arbeiten zur Wärmedämmung und Regulierung der bestehenden Systeme erfüllen die Anforderungen von Anhang C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden.

4. Die Installation, der Austausch und die Modernisierung der folgenden Systeme, die auf erneuerbare Energiequellen zurückgreifen, erfüllen die folgenden Anforderungen: &#8239;

a) Für Wärmepumpen:

Das Gerät entspricht den Anforderungen der anwendbaren europäischen Norm entspricht.

b) Für thermische Solaranlagen:

1° der Sonnenkollektor entspricht den Anforderungen der anwendbaren europäischen Norm;

2° das System ermöglicht eine Primärenergieeinsparung;

3° die Arbeiten werden durch einen zertifizierten Installateur im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters ausgeführt;

4° die Anlage umfasst ein System zur Überwachung seiner Leistungen, das ermöglicht, jährlich eine globale Energiebilanz zu erstellen (Erzeugung von Solarenergie und Zusatzsystem).

c) Für Biomassekessel:

Das Gerät entspricht den Definitionen, Anforderungen, Versuchen und Kennzeichnungen der Norm NBN EN 303-5 und hat eine Effizienz der Klasse 5, die nach dieser Norm festgestellt wurde.

5. Der Austausch und die Modernisierung von Beleuchtungssystemen, sofern die Leuchten nicht innerhalb von fünf Jahren vor dem Antrag ausgetauscht wurden, müssen die folgenden Anforderungen erfüllen:

a) Die Ersetzung des Beleuchtungssystems durch ein System, das den geltenden belgischen Normen entspricht und dessen installierte Leistung nach den Arbeiten folgende Werte nicht überschreiten darf:

1°) 3 W/m<sup>2</sup> je 100 Lux in den Sporthallen und Schwimmbädern;

2°) 2,5 pro 100 Lux in Büro- und Schulräumen;

3°) 3 W/m<sup>2</sup> je 100 Lux in den zu medizinischen Zwecken benutzten Räumlichkeiten;

4°) zwischen 3 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);

Der Austausch der Lichtquelle allein ist nicht zulässig, das gesamte Beleuchtungssystem muss ausgetauscht werden.

b) Der Einbau eines jeglichen Systems, das die Leistungsoptimierung des Beleuchtungssystems ermöglicht, betrifft unter anderem:



1°) Zeitschalter, ggf. mit Anwesenheitsdetektoren, in den Durchgangsräumen sowie den Korridoren, Toiletten...;  
 2°) Entweder Ein / Aus-Regelung oder stufenlose Regelung des Lichtstroms je nach der natürlichen oder örtlichen Beleuchtungsstärke;

3°) Doppelschaltung, die eine begrenzte Beleuchtung ermöglicht (von 30 bis 50 %).

6. Bei Arbeiten zur Installation, zum Austausch oder zur Verbesserung einer KWK-Anlage muss eine Energieeinsparung im Vergleich zur getrennten Erzeugung derselben Mengen an Wärme und Strom erzielt werden. Eine Berechnungsnote muss belegen, dass die KWK-Anlage insgesamt eine höhere Energieeffizienz aufweist als dezentrale Anlagen.

7. Für die Installation von außenliegenden Sonnenschutzvorrichtungen:

a) Die Fenster mit Sonnenschutzvorrichtungen müssen zwischen Südost und West über Süd orientiert sein, d.h. zwischen 135° bis 270°.

b) Sonnenschutzvorrichtungen müssen automatisch gesteuert werden (Regulierung je nach Sonneneinstrahlung, Außen- und Innentemperatur).

8. Bei der Installation von Kühlanlagen mit natürlicher oder hybrider Belüftung muss die Belüftung automatisiert sein (automatische Öffnungen, die je nach Innen- und Außentemperatur reguliert werden).

9. Für die Einrichtung oder Erweiterung eines Wärmenetzes: Die Arbeiten müssen eine unverzichtbare Voraussetzung für eine rationelle Energienutzung darstellen, und eine durch eine Berechnungsnote ergänzte Erläuterung muss belegen, dass das Wärmenetz im Vergleich zu dezentralen Anlagen eine höhere Gesamtenergieeffizienz oder eine Verringerung der CO<sub>2</sub>-Emissionen aufweist.

§ 2. Für die in Artikel 9, § 2 des Erlasses genannte Datenerfassung muss jedes System und jeder Verbrauchspunkt identifiziert werden durch:

a) den benutzten Energieträger;

b) die Energieanwendung (Heizung oder nicht);

c) die Energiezufuhr (Zähler oder Lagerung);

d) die physikalische Zählereinheit (Liter, m<sup>3</sup>, kg, kWh,...);

e) der Multiplikator zwischen dem Index und der physikalischen Zählereinheit;

f) der anzuwendende Multiplikator für die Standardisierung des Verbrauchs in kWh.

Die gemessenen Daten müssen so aufgezeichnet und verarbeitet werden, dass:

a) der Energieverbrauch standardmäßig mit einer selben Einheit (kWh) ausgedrückt wird;

b) der Energieverbrauch in Primärenergie-Einheiten gerechnet wird;

c) der Einfluss schlechter Wetterbedingungen in den Verbrauchsdaten beseitigt wird, indem diese auf eine als Referenz dienende Wetterlage aufgrund von Gradtagen zurückgebracht werden;

d) die CO<sub>2</sub>-Emissionen für eine als Referenz dienende Klimalage berechnet werden;

e) für jedes System und jeden Verbrauchspunkt Vergleichsquoten und eine für die Nutzung des Gebäudes typische Leistungstabelle erstellt werden. Jede für das Energiemanagement verantwortliche Person wählt die Kriterien aus, die für sie am meisten relevant sind.

Die Ergebnisse der Energiebuchhaltung sollten die Beobachtung folgender Punkte ermöglichen:

a) Lese- und Kodierfehler oder plötzlicher übermäßiger Verbrauch;

b) Regulierungsprobleme;

c) allmählich vortretender Überverbrauch (mangelnde Wartung der Ausrüstungen,...);

d) das Vorhandensein eines Energieverbrauchs, der nicht von der Wetterlage abhängt;

e) die Erstellung einer Energieverbrauchsstufe für ein Jahr unter normalen Klimaumständen;

f) die Erstellung eines Haushaltsplans mit Energiekosten für ein Jahr unter normalen Klimaumständen;

g) die Messung der dank der durchgeführten Projekte erreichten Ersparnisse.

Die Ergebnisse müssen auf deutliche, für Nichtspezialisten verständliche Weise dargelegt werden (graphische Darstellung, Tabelle,...).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA Erlass) beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

#### Anlage 2 - Liste der zuschussfähigen Kosten.

Liste der zuschussfähigen Kosten, die bei der Berechnung des Zuschusses für Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden berücksichtigt werden.

a. Für die Einführung einer Energiebuchhaltung:

o Die Bereitstellung und Installation von Messgeräten des Energieverbrauchs

o Das Zubehör, die Kabel, die Schaltschränke, die Geräte, die für einen eventuellen Ferndienst erforderlich sind

o Die Datenaufzeichnungsgeräte und die Software zur Erfassung, Analyse und Validierung der Daten

o Die Kosten für die Ausbildung des Personals in diesem Zusammenhang

b. Für Arbeiten zur Verbesserung der Gebäudehülle:

o Die Demontage

o Die isolierenden Baustoffe

o Die Dampfsperre

o Die Rahmen

o Das Anbringen der oben genannten Elemente

c. Für die Arbeiten für die Installation, den Austausch oder die Verbesserung von Lüftungsanlagen:

- o Die Demontage
- o Die Belüftungseinheit
- o Die Isolierung der Lüftungskanäle
- o Das Regulierungssystem
- o Das Anbringen der oben genannten Elemente
- d. Für die Wärmedämmung und Regulierung bestehender Systeme, sofern das System nicht innerhalb von 5 Jahren vor der Beantragung des Zuschusses ersetzt wurde:
  - o Die Wärmedämmung
  - o Das Regulierungssystem
  - o Das Anbringen der oben genannten Elemente
- e. Für die Installation, den Austausch und die Modernisierung der folgenden Systeme, die auf erneuerbare Energiequellen zurückgreifen:
  - o Die Demontage
  - o Die Wärmepumpe(n)
  - o Die thermischen Sonnenkollektoren
  - o Der Biomasse-Heizkessel
  - o Das Regulierungssystem
  - o Die Wärmedämmung
  - o Die Umwälzpumpen mit variabler Drehzahl
  - o Das Anbringen der oben genannten Elemente
- f. Für den Austausch und die Modernisierung der Beleuchtungssysteme:
  - o Die Demontage
  - o Die Lichtquellen im Inneren
  - o Systeme zur Optimierung der Funktionsweise des Beleuchtungssystems (Zeitschaltuhr, Sensor,...)
  - o Das Anbringen der oben genannten Elemente
- g. Für die Installation, den Austausch oder die Verbesserung einer KWK-Anlage:
  - o Die Demontage
  - o Die Kraft-Wärme-Kopplungseinheit
  - o Die Wärmedämmung
  - o Das Regulierungssystem
  - o Die Umwälzpumpen mit variabler Drehzahl
  - o Das Anbringen der oben genannten Elemente
- h. Für die Installation von außenliegenden Sonnenschutzvorrichtungen:
  - o Die außenliegenden Sonnenschutzvorrichtungen
  - o Die Sensoren und das Automatisierungssystem
  - o Der Stromversorgungsanschluss
  - o Das Anbringen der oben genannten Elemente
- i. Für die Installation von Kühlanlagen mit natürlicher oder hybrider Belüftung:
  - o Die Motoren, die das Öffnen der Rahmen ermöglichen
  - o Der (oder die) Ventilator(en)
  - o Die Sonden
  - o Das System zur Steuerung der Anlage
  - o Das Anbringen der oben genannten Elemente
- j. Für die Einrichtung oder Erweiterung eines Wärmenetzes:
  - o Die Leitungen des Wärmenetzes
  - o Die Wärmedämmung
  - o Die Verteilerstationen
  - o Die mögliche Eigenregulierung des Wärmenetzes
  - o Das Anbringen der oben genannten Elemente

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden (UREBA Erlass) beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206273]

**13 OKTOBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA besluit")**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, de artikelen 1/1, ingevoegd bij het decreet van 26 mei 2016, 7 en 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA);

Gelet op de mededeling van de Commissie - Technische richtsnoeren voor de toepassing van het beginsel "geen schade berokkenen" in het kader van de Verordening van het Europees Parlement en de Raad tot instelling van een faciliteit voor herstel en veerkracht

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 2022;

Gelet op het rapport van 1 juli 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 18 juli 2022;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie" van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 14 juli 2022;

Gelet op advies 71842/2/V van de Raad van State, gegeven op 22 augustus 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, 2<sup>o</sup>, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Bij dit besluit worden gedeeltelijk omgezet :

1<sup>o</sup> Richtlijn 2018/2001: Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen;

1<sup>o</sup> Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen (omwerking).

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> publiekrechtelijke persoon: elke publiekrechtelijke rechtspersoon van een van de volgende categorieën :

- a) elke stad of gemeente;
- b) openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- c) provincie;
- d) elke lokale gemeentelijke of meergemeentelijke politiezone met rechtspersoonlijkheid in de zin van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;
- e) hulpverleningszones in de zin van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;
- f) een intergemeentelijke vereniging of een andere vereniging die uitsluitend uit publiekrechtelijke personen bestaat;
- g) autonome gemeentebedrijven en autonome provinciebedrijven in de zin van het Wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie

2<sup>o</sup> niet-commerciële instellingen: de instellingen zoals omschreven in artikel 1, 4<sup>o</sup>, van het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën

3<sup>o</sup> haalbaarheidsvoorstudie: een studie die de bepaling van de dimensionering en van de meest interessante technische, energetische en economische kenmerken van een investering beoogt, waarbij geenszins verwezen wordt naar een specifiek type of merk met betrekking tot die investering;

4<sup>o</sup> audit: de methode om de energieprestaties van een gebouw, de uitrusting ervan en het beheer ervan te beoordelen, rekening houdend met de kenmerken en het gebruik ervan;

5<sup>o</sup> energieprestatie van een gebouw: de berekende of gemeten hoeveelheid energie die nodig is om aan de vraag naar energie te voldoen die verband houdt met een normaal gebruik van het gebouw, waaronder energie die wordt gebruikt voor verwarming, koeling, ventilatie, warmwatervoorziening en verlichting;

6<sup>o</sup> werken voor een betere energie-efficiëntie van een gebouw : werken die betrekking hebben op de verbetering van de bouwschil of van systemen, met inbegrip van systemen die gebruik maken van hernieuwbare energiebronnen, die leiden tot een verbetering van de energieprestaties van een bestaand gebouw;

7<sup>o</sup> bestaand gebouw: gebouw waarvoor de aanvraag voor een vergunning voor het bouwen of verbouwen is ingediend vóór 1 januari 2017;

8<sup>o</sup> bouwstrategie: de visie van de aanvrager op de uitvoering van een langetermijnstrategie voor het algemene beheer van het bestand, waarbij de balans wordt opgemaakt van de gebouwen, de huidige en toekomstige behoeften en de bezetting, en de prioriteit van de uit te voeren werkzaamheden;

9<sup>o</sup> energiekadaster: een vergelijkende inventaris van de gebouwen van een collectiviteit volgens hun energiekwaliteiten, die het mogelijk maakt de prioriteiten te bepalen voor interventies op de activa van de collectiviteit;

10° erkende auditeur : auditeur erkend overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

11° Energieboekhouding : boekhoudsysteem van de energiestroom dat als beleidsinstrument kan dienen voor het energiebeheer, meer bepaald door in de inzameling, de verwerking en de mededeling van informatie over door elke technische eenheid per dienst of per gebruik verbruikte energievectoren te voorzien, verbruiksratio's kan vaststellen en, in voorkomend geval, alarm kan geven en de controle mogelijk kan maken bij buitensporig energieverbruik;

12° hernieuwbare energiesystemen: de systemen bedoeld in artikel 9, onder *d*), met uitzondering van systemen voor fossiele energie;

13° kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling: warmtekrachtkoppeling die beantwoordt aan de definitie bedoeld in artikel 2, 7°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

14° regelgeving betreffende de energieprestatie van gebouwen: het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen en het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen

15° materialen van biologische oorsprong: materialen waarvan het gehalte aan materialen van biologische oorsprong in het in de investering gebruikte product, gemeten volgens de norm prEN 16785-2: 2018, groter is dan of gelijk aan 70 % ;

16° specifiek eindenergieverbruik: theoretisch jaarlijks energieverbruik van een EPB-eenheid of gebouw, berekend volgens de desbetreffende voorschriften;

17° administratie: het Departement Energie en Duurzaam Bouwen van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Wonen, Erfgoed, Energie;";

18° Minister : de Minister bevoegd voor Energie;

Met betrekking tot het eerste lid, 7°, worden bijgebouwen en uitbreidingen van een bestaand gebouw niet beschouwd als bestaande gebouwen, wanneer de bouw of verbouwing van deze bijgebouwen en uitbreidingen plaatsvindt na 1 januari 2017.

## HOOFDSTUK 2. — Toekenningsvoorwaarden van de subsidie

**Art. 3.** Onder de in dit decreet vastgestelde voorwaarden en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten worden subsidies toegekend aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële organisaties die gevestigd zijn op het grondgebied van het Waals Gewest, voor het uitvoeren van haalbaarheidsvoorstudies, audits, de totstandbrenging van een energieboekhouding of werkzaamheden ter verbetering van de energieprestaties van gebouwen, met inachtneming van de volgende voorwaarden :

1° de publiekrechtelijke persoon of de niet-commerciële instelling die de subsidie aanvraagt, heeft een zakelijk hoofdrecht op het gebouw of een persoonlijk genotsrecht voor een periode van ten minste negen jaar en de ingebrachte of vernieuwde elementen zijn eigendom of die van een houder van een zakelijk recht op het gebouw;

2° het gebouw wordt gebruikt om de niet-commerciële publieke opdracht van de aanvrager uit te voeren, of zal na voltooiing van de werkzaamheden voor deze opdracht worden gebruikt;

3° de audits, studies of werken waarvoor de subsidie wordt verleend, voldoen aan de voorschriften inzake overheidsopdrachten;

4° het bedrag van de subsidiabele kosten van de aanvraag is ten minste gelijk aan :

- a) voor haalbaarheidsvoorstudies, tegen 1.000 euro;
- b) voor audits, tegen 1 000 euro;
- c) voor de totstandbrenging van een energieboekhouding, tegen 2.500 euro;
- d) voor werken, tegen 5000 euro;

5° het gebouw waarop de subsidieaanvraag voor werkzaamheden ter verbetering van de energieprestatie betrekking heeft, is geauditeerd.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, kunnen de autonome gemeentebedrijven en autonome provinciebedrijven enkel subsidies aanvragen voor hun gebouwen die bestemd zijn voor de uitoefening van de opdracht bedoeld in artikel 1, 7°, van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot bepaling van de activiteiten van industriële of commerciële aard waarvoor de gemeenteraad een autonoom gemeentebedrijf met rechtspersoonlijkheid kan oprichten en in artikel 1, 5° en 6°, van het koninklijk besluit van 9 maart 1999 tot bepaling van de activiteiten van industriële of commerciële aard waarvoor de gemeenteraad een autonoom gemeentebedrijf met rechtspersoonlijkheid kan oprichten.

De bestemming bedoeld in lid 1, 2°, wordt in stand gehouden voor een duur van drie jaar te rekenen van de voorlopige oplevering van de werken waarvoor de subsidie is toegekend in het kader van dit besluit.

In afwijking van het eerste lid, 5°, wordt een aanvraag betreffende de uitvoering van identieke diensten of werken aan meerdere gebouwen aanvaard, zelfs indien het bedrag van de subsidiabele kosten per gebouw niet de in het eerste lid, 5°, bedoelde bedragen bereikt, op voorwaarde dat het gecumuleerde bedrag van de subsidiabele kosten ten minste gelijk is aan dat bedrag en dat deze werken het voorwerp uitmaken van één enkel bestek.

**Art. 4.** "De samenvoeging van de toelage ingevoerd bij dit besluit met andere subsidies of premies is enkel mogelijk op voorwaarde dat de totale som van de toegekende toelagen 100 percent van het totaalbedrag van de in dit besluit in subsidiabele kosten niet overschrijdt.

Wanneer de totale som van de door andere ondergeschikte organen verleende subsidies in combinatie met de subsidies uit hoofde van dit besluit honderd procent van het bedrag inclusief BTW van de subsidiabele kosten bereikt, vereffent de administratie de bedragen tot het maximumbedrag waarmee honderd procent van de subsidiabele kosten kan worden bereikt.

Indien de aanvrager de BTW kan terugvorderen, verrekenet de administratie de subsidies berekend op bedragen exclusief BTW.

De aanvrager voegt bij de aanvraag alle bewijsstukken die nodig zijn om de door andere instanties gesubsidieerde posten en het bedrag van hun tegemoetkoming vast te stellen.

HOOFDSTUK 3. — *Analyse van het gebouwenbestand van de aanvrager en de verbeteringen ervan*

**Art. 5.** Het energiekadaster omvat ten minste :

- 1° een inventaris van de gebouwen van de aanvrager;
- 2° de beschrijving van hun bezetting;
- 3° de berekening van hun oppervlakte;
- 4° gegevens over het verbruik van deze gebouwen en, in voorkomend geval, de productie ervan;
- 5° prioriteitstelling van interventies in gebouwen.

Voor de toepassing van artikel 13 bevat het energiekadaster ten minste de verbruiksgegevens van de drie voorgaande jaren voor het gebouw waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

De Minister kan de inhoud van het energiekadaster aanvullen en de vorm ervan vaststellen. Hij kan de methode voor de uitvoering van een energiekadaster bepalen.

**Art. 6.** De algemene vastgoedstrategie omvat ten minste :

- 1° een inventaris van de gebouwen van de aanvrager;
- 2° een beschrijving van de behoeften van de aanvrager, in termen van bezetting, locatie en aan te bieden diensten;
- 3° een monitoring van het verbruik van de gebouwen;
- 4° een beschrijving van het actieplan voor het beheer en de ontwikkeling van het park

De minister kan de inhoud van de algemene bouwstrategie specificeren of aanvullen en de vorm ervan vaststellen. Hij kan de methode voor de uitvoering van de strategie opleggen en de controleverplichtingen differentiëren naar gelang van de staat van de gebouwen en hun verbruiksniveau.

HOOFDSTUK 4. — *Voor subsidie in aanmerking komende studies, audits, energieboekhouding en werkzaamheden*

**Art. 7.** Haalbaarheidsvoorstudies voor de verbetering van de energieprestaties van een gebouw kunnen worden gesubsidieerd, met ten minste :

- 1° de voorstelling van de energiebehoeften waaraan de investering moet voldoen en de effectieve energieverbruiken voor de investering in het geval van een bestaand gebouw;
- 2° de werkhypothesen :
- 3° de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiële groottes die voor de berekeningen worden gebruikt;
- 4° de globale energiebalans, rekening houdend met het voorgestelde systeem, de bestaande systemen, de wijze van regulering ervan en de interactie ervan;
- 5° in voorkomend geval, een evaluatie van de dwingende gebruiksvoorwaarden (onderhoud,...);
- 6° een evaluatie van de primaire energie- en CO<sub>2</sub>-besparingen;
- 7° een raming van de economische kost van de investering;
- 8° een raming van het terugverdieneffect van de investering;
- 9° de gegrondheid van de keuze van de vooropgestelde technieken en voorzieningen.

De minister kan de inhoud van de haalbaarheidsvoorstudie aanvullen, de vorm ervan bepalen en de geldigheidsduur ervan vaststellen.

**Art. 8.** § 1. Kunnen worden gesubsidieerd, audits uitgevoerd door erkende auditoren en met ten minste :

- 1° een beschrijving van de kenmerken van het gebouw en het gebruik ervan;
- 2° een presentatie van de energiestromen van het gebouw, gebaseerd op het verbruik van de laatste drie jaar;
- 3° een routekaart voor de renovatie van gebouwen, waarmee de doelstellingen van de langetermijnstrategie voor de renovatie van gebouwen, waaronder koolstofneutraliteit in 2040, kunnen worden bereikt;
- 4° aanbevelingen ter verbetering van de energieprestaties van het gebouw, rekening houdend met de toepasselijke energieprestatie-eisen en de in het stappenplan vastgestelde renovatiedoelstellingen;
- 5° een voorstel voor de prioriteitsstelling van de werkzaamheden ter verbetering van de energieprestaties van het gebouw;
- 6° het bedrag en de bijzonderheden van de subsidies die op grond van dit besluit kunnen worden verleend.

De aanbevelingen, bedoeld in het eerste lid, 4°, worden gedetailleerd ten aanzien van de te gebruiken technologieën en materialen en de geraamde kosten van de werkzaamheden.

De energiebesparing wordt voor elk type werk afzonderlijk berekend. Een schatting van de energie-, financiële en CO<sub>2</sub>-winst wordt door de auditor gemaakt op basis van de in de audit beschreven veronderstellingen.

De audit kan een verwijzing bevatten naar een algemeen actieplan voor het gebouwenbestand van de aanvrager of de werkzaamheden prioriteren volgens de conclusies van de bouwstrategie of het energiekadaster van de aanvrager.

De audit kan ook een overzicht geven van de subsidies waarvoor de aanbevolen werkzaamheden in aanmerking komen en, in voorkomend geval, een kostenraming van deze tegemoetkomingen.

De minister kan de inhoud van de audit specificeren of aanvullen en de methodologie vaststellen.

§ 2. Het auditverslag bevat ook de gegevens die nodig zijn voor de controle overeenkomstig artikel 24, waaronder :

- 1° de identificatie van de auteur van het verslag;
- 2° het erkenningsnummer van de auteur van het verslag;
- 3° de administratieve referenties van het geauditte gebouw;
- 4° de datum van de audit;
- 5° de prijs van de audit.



De Minister kan de vorm van het auditverslag en de geldigheidsduur ervan vaststellen. De Minister kan verlangen dat het auditverslag wordt bijgewerkt op de door hem te bepalen wijze.

**Art. 9.** § 1. De volgende energieprestatieverbeteringen aan een gebouw kunnen in het kader van dit besluit worden gesubsidieerd :

- a) verbeteringen aan de bouwschil;
- b) de installatie, vervanging of verbetering van ventilatiesystemen;
- c) bescherming tegen warmteverlies en regeling van bestaande systemen, mits het systeem in de vijf jaar voorafgaand aan de subsidieaanvraag niet is vervangen;
- d) de installatie, vervanging en modernisering van de volgende systemen voor hernieuwbare energie:
  - 1° warmtepompen;
  - 2° thermische zonne-installaties;
  - 3° biomassaketels;
- e) vervanging en modernisering van verlichtingssystemen op voorwaarde dat het systeem in de vijf jaar voorafgaand aan de subsidieaanvraag niet is vervangen;
- f) installatie, vervanging of verbetering van kwalitatieve warmtekrachtkoppeling;
- g) de installatie van externe zonwering;
- h) koelinstallatie door natuurlijke of hybride ventilatie;
- i) de aanleg of uitbreiding van een warmtenet.

De technische minimumeisen voor de in lid 1 bedoelde werkzaamheden zijn omschreven in bijlage 1.

Onverminderd lid 2 moeten de krachtens dit besluit gesubsidieerde werkzaamheden voldoen aan de eisen die gelden krachtens de reglementering betreffende de energieprestaties van gebouwen.

Werkzaamheden om de elektrische installatie in overeenstemming te brengen met de installatie van fotovoltaïsche panelen kunnen worden gesubsidieerd onder de door de Minister vastgestelde voorwaarden.

§ 2. De totstandbrenging van een energieboekhouding kan worden gesubsidieerd voor :

- 1° het verzamelen van gegevens die de identificatie van systemen en verbruikspunten mogelijk maken, waarbij in voorkomend geval een onderscheid wordt gemaakt tussen het gebruik;
- 2° de verwerking van de gegevens;
- 3° de interpretatie en presentatie van de resultaten.

De inhoud van deze verrichtingen wordt gespecificeerd in bijlage 1, § 2, waarin ook de verwachte resultaten van de energieboekhouding worden bepaald.

De aanvrager vermeldt in zijn aanvraag en in de in artikel 16 bedoelde rapportering van de verbruiksgegevens de persoon die verantwoordelijk is voor het toezicht op en het gebruik van de gegevens van zijn energieboekhouding.

§ 3. De uitvoering van de bouwstrategie van de aanvrager die de elementen, bedoeld in artikel 6, en, in voorkomend geval, de door de Minister overeenkomstig artikel 6, tweede lid, vastgestelde elementen bevat, kan worden gesubsidieerd.

#### HOOFDSTUK 5. — *De tegemoetkomingsbedragen*

**Art. 10.** De grondslag voor de berekening van de subsidie wordt bepaald met als ijkpunt de gezamenlijke subsidiabele kosten, BTW inbegrepen.

Indien de aanvrager de BTW kan terugvorderen, verrekent de administratie de subsidies berekend op bedragen exclusief BTW. De aanvrager stelt de administratie hiervan op de hoogte in het subsidieaanvraagformulier.

Onder subsidiabele kosten worden verstaan

- 1° 1° voor een energie-audit en een haalbaarheidsvoorstudie van een investering ter verbetering van de energieprestaties van een gebouw, de noodzakelijke diensten van de onderzoeksgelastigde en de kosten van een eventuele energiemeting;
- 2° voor de totstandbrenging van de energieboekhouding, de levering en installatie van instrumenten voor het meten van het energieverbruik, toebehoren, kabels, elektriciteitskasten, met inbegrip van de nodige uitrusting voor een eventuele teledienst, toestellen voor gegevensregistratie en software voor gegevensverwerking, analyse en validering, alsmede de kosten voor de opleiding van het betrokken personeel;
- 3° voor werkzaamheden ter verbetering van de energieprestaties van gebouwen, de aankoop en installatie van materialen of apparatuur ter verbetering van de energieprestaties van een gebouw, voor de in bijlage 2 per soort werkzaamheden opgesomde punten;
- 4° voor de verwezenlijking van de algemene bouwstrategie van de aanvrager: de noodzakelijke diensten van de adviseur, exclusief de interne personeelskosten van de aanvrager.

De Minister bepaalt de subsidiabele kosten voor de werkzaamheden om de elektrische installatie in overeenstemming te brengen met de installatie van fotovoltaïsche panelen.

**Art. 11.** § 1. Voor audits, haalbaarheidsvoorstudies en werkzaamheden ter verbetering van de prestaties van gebouwen wordt het subsidiepercentage als volgt vastgesteld :

- 1° vijfenzeventig procent voor het uitvoeren van een haalbaarheidsvoorstudie van een investering gericht op het uitvoeren van werkzaamheden ter verbetering van de energieprestatie van het gebouw, voor het opstellen van een algemene vastgoedstrategie en voor de totstandbrenging van een energieboekhouding;
- 2° 75 % van de subsidiabele kosten voor een energie-audit;
- 3° veertig procent van de in subsidiabele kosten voor werkzaamheden ter verbetering van de energieprestaties van het gebouw.

§ 2. In afwijking van § 1, 3°, wordt voor de in artikel 10 bedoelde werken ter verbetering van de schil, voor zover het werken aan de bouwschil betreft, het bedrag van de tussenkomst als volgt vastgesteld :

Soort werk	Forfaitair basisbedrag	Forfaitair bedrag voor het gebruik van materialen van biologische oorsprong
Dakisolatie : Plafond/Zoldervloer	17 EUR/m <sup>2</sup>	19 EUR/m <sup>2</sup>
Dakisolatie : Schuin dak in de structuur	36 EUR/m <sup>2</sup>	39 EUR/m <sup>2</sup>
Dakisolatie : Sarking	70 EUR/m <sup>2</sup>	77 EUR/m <sup>2</sup>
Dakisolatie : Plat dak	59 EUR/m <sup>2</sup>	65 EUR/m <sup>2</sup>
Muurisolatie	40 EUR/m <sup>2</sup>	44 EUR/m <sup>2</sup>
Vloerisolatie	16 EUR/m <sup>2</sup>	18 EUR/m <sup>2</sup>
Vervanging van buitenschrijnwerk	225 EUR/m <sup>2</sup>	248 EUR/m <sup>2</sup>

De minister kan de overeenkomstig lid 1 aan de werken toegekende forfaitaire bedragen aanpassen op basis van de ontwikkeling van de prijzen of materialen volgens de door hem vastgestelde prijsherzieningsindex, of op basis van de ontwikkeling van de technologieën.

§ 3. Voor de werkzaamheden om de elektrische installatie in overeenstemming te brengen met de installatie van fotovoltaische panelen, wordt het subsidiepercentage vastgesteld op 40 % van de subsidiabele kosten.

**Art. 12.** De in artikel 11, § 1, punt 3°, bedoelde bedragen worden met 30 % verhoogd wanneer de uit hoofde van dit besluit gesubsidieerde werkzaamheden het toelaten om het volgende te bereiken :

- 1° een eindverbruik van energie kleiner dan of gelijk aan 80 kWh/m<sup>2</sup>.jaar of;
- 2° een vermindering van het eindverbruik van energie met ten minste 65 % ,

De naleving van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden wordt vastgesteld aan de hand van de audit of, indien bij de werkzaamheden waarmee deze verbruiksniveaus kunnen worden bereikt de aanbevelingen van de audit niet zijn toegepast, aan de hand van een op dezelfde methode gebaseerde berekening van de door de aanvrager uitgevoerde werkzaamheden.

#### HOOFDSTUK 6. — Procedure voor het aanvragen en betalen van subsidies

**Art. 13.** § 1. Aanvragen voor subsidies voor energie-audits, pre-haikbaarheidsstudies voor investeringen in werkzaamheden ter verbetering van de energie-efficiëntie of uitgebreide bouwstrategieën moeten uiterlijk zes maanden na de datum van de factuur of de ereloonnota worden ingediend.

§ 2. De subsidieaanvraag voor de totstandbrenging van een energieboekhouding of voor de uitvoering van verbeteringen van de energie-efficiëntie in een gebouw wordt ingediend vóór de ingebruikneming en uitvoering van die werkzaamheden, die ten vroegste plaatsvinden na de kennisgeving van de subsidiebeslissing.

De beslissing tot toekenning van een subsidie kan afhankelijk worden gesteld van de wijziging van bepaalde technische aspecten van het aanvraagdossier of van bepaalde elementen van de controle indien de controle tekortkomingen in de prestaties van de controleur of fouten in de toegepaste methodologie aan het licht brengt. In dat geval stelt de administratie de aanvrager in kennis van de fouten die in haar controle zijn geconstateerd, en de auditeur van de correcties die in zijn controle moeten worden aangebracht.

Indien de werkzaamheden echter een dringend karakter hebben, kunnen zij worden aangevat vóór de kennisgeving van de beslissing over het dossier, mits de administratie schriftelijk toestemming geeft om met de werkzaamheden te beginnen. Deze toestemming om met de werkzaamheden te beginnen houdt geen beslissing tot toekenning van een subsidie in.

§ 1. Subsidieaanvragen voor werkzaamheden om de elektrische installatie in overeenstemming te brengen met de installatie van fotovoltaische panelen worden ingediend binnen de door de Minister vastgestelde termijn.

**Art. 14.** § 1. De gesubsidieerde werken worden uitgevoerd en opgeleverd binnen een termijn van drie jaar te rekenen van de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

Die termijn kan met één jaar worden verlengd indien de begunstigde daartoe een schriftelijk gemotiveerd verzoek indient, uiterlijk drie maanden voor de datum van verstrijken van de oorspronkelijk voorziene datum.

In afwijking van het eerste lid wordt, wanneer de werken overeenkomstig artikel 13, § 2, derde lid, zijn toegestaan te beginnen, de aanvraag tot betaling van de subsidie ingediend binnen twaalf maanden na de datum van kennisgeving van de subsidie.

§ 2. Bij niet-inachtneming van de termijn bedoeld in paragraaf 1, wordt het dossier gesloten en vervalt de toekenningsbeslissing.

§ 3. De Minister of zijn afgevaardigde kan de inhoud van de in dit hoofdstuk bedoelde documenten nader bepalen en de vorm en de toepassingsmodaliteiten ervan vastleggen.

**Art. 15.** § 1. De subsidieaanvraag wordt bij de administratie ingediend aan de hand van het ter beschikking gestelde formulier.

Het dossier met betrekking tot de subsidieaanvraag bevat :

- a) het bestek of de omschrijving van de studies of audits, het te installeren materieel of de uit te voeren werken;
- b) de omschrijving van de aard van de bestemming van het gebouw en de gebruiksintensiteit ervan;
- c) een kopie van het rapport over de bouwstrategie van de aanvrager;
- d) alle documenten betreffende de financieringsbronnen en de subsidies die al ontvangen of aangevraagd werden of die aangevraagd kunnen worden voor de uitvoering van de geplande werken.

§ 2. Voor audits of haalbaarheidsvoorstudies bevat het aanvraagdossier ook: <0

- a) de energieaudit, de haalbaarheidsvoorstudie van een investering of het verslag over de bouwstrategie van de aanvrager;
- b) de kopie van de gedetailleerde factuur honoraria voor een energieaudit, het onderzoek of de strategie;
- c) de kopie van het betalingsbewijs;
- d) indien van toepassing, het certificaat van de auditeur dat hij over een geldige erkenning beschikt op het moment dat hij opdracht geeft voor de energieaudit.

§ 3. Voor de uitvoering van werken voor een verbeterde energieprestatie van de gebouwen of de totstandbrenging van een energieboekhouding bevat het dossier tevens:

- a) de gegevens inzake energieverbruik voor de laatste drie jaar voorafgaand aan de subsidieaanvraag of, wanneer die gegevens niet-beschikbaar zijn, de gegevens in verband met de prestaties van de bouwsector waardoor een theoretisch energieverbruik berekend kan worden;
- b) de omstandige kostenraming voor de levering en de plaatsing van het materieel bedoeld bij de subsidie;
- c) een toelichting over de naleving van de in bijlage 1 bedoelde technische criteria;
- d) de rechtvaardiging dat de geplande werken deel uitmaken van de algemene bouwstrategie van de aanvrager;
- e) de kopie van het auditverslag voor het gebouw of een rechtvaardiging dat de met de aanvraag beoogde werken overeenkomstig de aanbevelingen van de audit worden uitgevoerd;
- f) een gedetailleerde berekeningsnota van de energiebesparing die de voorgenomen werken opleveren, opgesteld door de auditeur overeenkomstig zijn taken;
- g) wanneer de werken waarvoor de subsidie wordt aangevraagd niet in overeenstemming zijn met de aanbevelingen van de audit, de verantwoordingsnota waarin het belang van het afwijken van de aanbevelingen van de audit wordt aangetoond en waaruit blijkt dat de uitgevoerde werken het mogelijk maken de doelstellingen van het stappenplan voor de renovatie van het gebouw te bereiken;
- h) wanneer niet aan de onder e) genoemde voorwaarden is voldaan, de gedetailleerde berekeningsnota ter staving van de energiebesparingen die de met de subsidieaanvraag beoogde werken opleveren.

Wanneer de aanvrager voornemens is gebruik te maken van de in artikel 12, lid 1, bedoelde verhoogde subsidie, vermeldt hij dit in zijn aanvraag en toont hij door middel van de in lid 1, onder f), of, in voorkomend geval, onder h), bedoelde berekeningsnota aan dat aan de voorwaarden van artikel 12 kan worden voldaan.

De Minister kan verlangen dat een berekeningsblad wordt opgesteld waaruit de energiebesparing of het beoogde subsidiebedrag blijkt, in een door hem te bepalen vorm.

§ 4. De Minister bepaalt de inhoud van de subsidieaanvraag wanneer het gaat om werken om de elektrische installatie in overeenstemming te brengen met de installatie van fotovoltaïsche panelen.

**Art. 16.** § 1. De aanvraag tot betaling van de subsidie voor de totstandbrenging van een energieboekhouding en voor de uitvoering van werken ter verbetering van de energieprestaties van een gebouw wordt binnen twaalf maanden na de voorlopige oplevering van de werken bij de administratie ingediend.

Binnen 30 werkdagen na ontvangst van de subsidieaanvraag richt de administratie een ontvangstbevestiging aan de aanvrager, waarin aangegeven wordt of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig verklaard wordt, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de datum van verzending van de ontvangstbevestiging, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager, na afloop van de termijn bedoeld in het derde lid, de gevraagde gegevens heeft overgemaakt, wordt door de administratie een tweede bericht van ontvangst aan de aanvrager gestuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van de termijn bedoeld in lid 3 de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, is de aanvraag onontvankelijk.

§ 2. De beslissing om de subsidie te weigeren wordt aan de aanvrager meegedeeld binnen zes maanden na de datum van verzending van de ontvangstbevestiging waaruit blijkt dat de aanvraag volledig is.

§ 3. Bij niet-inachtneming van de termijn bedoeld in paragraaf 1, wordt het dossier gesloten en vervalt de toekenningsbeslissing.

**Art. 17** - De toekenning van de subsidie voor de totstandbrenging van een energieboekhouding of voor de uitvoering van werken ter verbetering van de energieprestaties van een gebouw houdt de verplichting in om gedurende vijf jaar jaarlijks aan de administratie informatie te verstrekken over het energieverbruik van het betrokken gebouw via het formulier dat zij ter beschikking stelt.

De in het eerste lid bedoelde verplichting gaat in het jaar van de vereffening van de subsidie.

Latere subsidieaanvragen voor hetzelfde gebouw zijn niet onvankelijk zolang de aanvrager niet voldoet aan de in lid 1 bedoelde verplichting.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de toepassing van de in het eerste lid bedoelde rapportage.

**Art. 18** - § 1. De aanvraag tot betaling van de subsidie wordt bij de administratie ingediend aan de hand van het ter beschikking gestelde formulier.

Het in artikel 15, § 2, bedoelde subsidieaanvraagdossier voor de uitvoering van audits, haalbaarheidsvoorstudies of onderzoeken over de algemene bouwstrategie wordt beschouwd als een aanvraag tot betaling van de subsidie.

Het dossier betreffende de aanvraag tot betaling van de subsidie voor de totstandbrenging van een energieboekhouding en voor de uitvoering van werken ter verbetering van de energieprestaties van een gebouw bestaat uit:

- 1° de beslissing tot toewijzing van de overheidsopdracht voor de aanneming van werken en de vergelijkende analyse van de offertes;
- 2° het afschrift van de offerte van de aannemer;
- 3° de verschillende staten van vordering van de werken, de eindafrekening en de desbetreffende facturen;
- 4° het proces-verbaal van voorlopige oplevering van de werken;

5° het bewijs dat de werken zijn uitgevoerd overeenkomstig het aanvraagdossier of voldoen aan de wijzigingen bedoeld in artikel 13, § 2, tweede lid.

De Minister kan de inhoud van de aanvraag tot betaling van de subsidie aanvullen en differentiëren naar gelang van de uitgevoerde werken.

De Minister bepaalt de inhoud van de aanvraag tot betaling van de subsidie wanneer het gaat om werken om de elektrische installatie in overeenstemming te brengen met de installatie van fotovoltaïsche panelen.

§ 2. Binnen dertig werkdagen na ontvangst van de aanvraag tot betaling van de subsidie richt de administratie aan de aanvrager een ontvangstbevestiging waarin aangegeven wordt of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van de ontvangstbevestiging, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager, na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, de gevraagde gegevens heeft overgemaakt, wordt door de administratie een tweede ontvangstbevestiging aan de aanvrager gestuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager daarentegen na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt, is de aanvraag tot betaling onontvankelijk.

§ 3. De beslissing betreffende de aanvraag tot betaling van de subsidie wordt aan de aanvrager meegedeeld binnen zes maanden na de datum van verzending van de ontvangstbevestiging en van de bevestiging waaruit blijkt dat de aanvraag volledig is. Deze kennisgeving vermeldt het bedrag van de toe te kennen subsidie.

De begunstigde van de subsidie dient zijn schuldvordering tegenover het Gewest in tweevoud binnen 6 maanden na deze kennisgeving in.

#### HOOFDSTUK 7. — *Erkenning van auditeurs*

**Art. 19.** § 1. Elke natuurlijke persoon kan als auditeur voor het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA-auditeur") erkend worden als hij minstens de volgende voorwaarden vervult :

1° beschikken over een masterdiploma burgerlijk ingenieur, architect, wetenschappen industrieel ingenieur of het bewijs kunnen leveren van minimum drie jaar ervaring inzake rationeel energiegebruik in de gebouwen;

2° onafhankelijk zijn van elke leverancier van energie, uitrustingen of werken bedoeld in de audit;

3° de bekwaamheid van de aanvrager ten aanzien van de elementen van de audit rechtvaardigen;

4° niet minder dan drie jaar vóór de indiening van de erkenningsaanvraag het voorwerp zijn geweest van een beslissing tot intrekking van de erkenning of van een beslissing om zijn erkenning met één jaar niet te verlengen, krachtens dit besluit of het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve instellingen van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

In afwijking van paragraaf 1, 4°, kan de auditeur die het voorwerp is geweest van een beslissing om zijn erkenning met één jaar niet te verlengen, een nieuwe erkenningsaanvraag krachtens dit besluit indienen indien hij aantoonde dat hij een opleiding heeft gevolgd en in voorkomend geval is geslaagd waarin de voor een UREBA-auditeur vereiste vaardigheden zijn opgenomen.

De Minister kan het volgen van een opleiding met betrekking tot de minimuminhoud van de audit en de opdrachten van de auditeur opleggen. In dat geval eist de Minister dat eerder erkende auditeurs dezelfde opleiding volgen.

§ 2. Elke rechtspersoon kan ook worden erkend als UREBA-auditeur indien hij onder zijn personeel of werknemers ten minste één als natuurlijke persoon erkende UREBA-auditeur heeft.

**Art. 20.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt ingediend d.m.v. het aanvraagformulier dat door de administratie ter beschikking gesteld wordt.

Het dossier betreffende de erkenningsaanvraag bevat de volgende elementen :

1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

2° een afschrift van het vereiste diploma of enig ander document waaruit de krachtens artikel 19, § 1, 1°, vereiste ervaring met betrekking tot de bekwaamheid tot rationeel energiegebruik blijkt;

3° een omschrijving van de technische middelen waarover de aanvrager beschikt om de taken uit te voeren die hem als erkend UREBA-auditeur zullen worden toevertrouwd;

4° een afschrift van minstens drie auditverslagen opgesteld door de aanvrager in de loop van de drie laatste jaren die aan de aanvraag voorafgaan en die de bekwaamheid van de aanvrager ten aanzien van de elementen van de audit kunnen staven.

5° voor de rechtspersoon, een kopie van de overeenkomst tussen de rechtspersoon en de natuurlijke persoon die de erkenningsaanvraag als rechtspersoon rechtvaardigt.

De vorm en de inhoud van de erkenningsaanvraag worden nader bepaald worden door de Minister.

Het formulier vermeldt de lijst van verzamelde persoonsgegevens, de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, de periode gedurende welke zij worden bewaard, alsmede de procedures voor toegang tot en correctie van deze gegevens.

§ 2. Binnen twintig dagen die volgen op de ontvangst van het aanvraagdossier stuurt de administratie de aanvrager een ontvangstbevestiging met vermelding van:

1° de datum waarop de aanvraag in ontvangst is genomen;

2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden.

De Inspecteur-generaal van de administratie beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van vijfenveertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, stelt de administratie de aanvrager daarvan zo spoedig mogelijk in kennis. In deze ontvangstbevestiging wordt ook gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

§ 3. Voor de analyse van de audits met het oog op de verificatie van de in artikel 22, § 1, 2°, bedoelde voorwaarde controleert de administratie de naleving van de taken van de auditeur en de kwaliteits- en methodologievereisten voor audits.

§ 4. Het verzamelen en verwerken van de in § 1 bedoelde persoonsgegevens geschiedt voor de volgende doeleinden:

- 1° beheer en verwerking van door aanvragers ingediende of in te dienen subsidieaanvragen;
- 2° controle op de naleving van de in de artikelen 19 en volgende van dit besluit bedoelde voorwaarden;
- 3° uitvoering van de controles bedoeld in artikel 24 en de controles bedoeld in artikel 25 en volgende;

4° het opstellen van statistieken of analyses voor de evaluatie van dit subsidiemechanisme, de evaluatie van de uitgevoerde werken of de evolutie van de prestaties van het gebouw of de beoordeling van de erkenningsvoorwaarden van de erkende auditoren.

De administratie organiseert en is verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevensbank die de volgende documenten en informatie bevat:

- 1° de informatie bedoeld in artikel 20, § 1;
- 2° de informatie bedoeld in artikel 21, § 1 en 2;
- 3° de contactgegevens waarnaar de auditeur in zijn erkenningsaanvraag verwijst en die overeenkomstig artikel 21, § 3, zijn gepubliceerd.

De gegevens in het in lid 2 bedoelde gegevensbestand worden bewaard voor de gehele duur van de erkenning van de auditeur, met inbegrip van de periode die nodig is voor de verlenging ervan. Zij worden bewaard gedurende de periode die nodig is voor de in de artikelen 24, 25 en volgende bedoelde controles en voor de periode die nodig is voor de verificatie van de voorwaarden bedoeld in artikel 19, § 1, eerste lid, 4° en tweede lid. Na afloop van deze termijnen worden de gegevens gewist.

**Art. 21.** § 1. De geldigheidsduur van de erkenning als UREBA-auditeur is vijf jaar.

De erkenning begint te lopen op de kennisgeving van de beslissing waarbij de erkenning wordt verleend.

§ 2. Indien een aanvrager die houder is van een van de in artikel 19, § 1, 1°, vermelde diploma's, bij zijn aanvraag tot erkenning de in artikel 20, § 1, 4°, bedoelde verslagen niet kan overleggen, kan hem een tijdelijke erkenning voor de duur van een jaar worden verleend.

De erkenning begint te lopen op de kennisgeving van de beslissing waarbij de erkenning wordt verleend.

§ 3. De administratie maakt de lijst van de erkende auditoren bekend op haar website en werkt ze bij.

**Art. 22.** § 1. De erkenning als UREBA-auditeur kan voor vijf jaar verleend worden wanneer:

- 1° de erkende auditeur tijdens de periode van zijn erkenning minstens drie auditverslagen uitgevoerd heeft;
- 2° de analyse van deze rapporten geen schending van de plichten van de auditeur, de inhoud van de audit of de op de uitvoering van audits toepasselijke methodologie aangetoond heeft; en
- 3° de auditeur niet het voorwerp is geweest van een intrekking of een sanctie van erkenning.

De aanvraag om verlenging wordt uiterlijk honderdtwintig dagen voor het verstrijken van de erkenning bij de administratie ingediend. Ze omvat een kopie van drie auditverslagen die tijdens de erkenningsperiode zijn uitgevoerd.

De verlenging van de erkenning kan afhankelijk worden gesteld van de voltooiing van een opleiding, overeenkomstig de door de Minister vastgestelde modaliteiten.

§ 2. In afwijking daarvan wordt de tijdelijke erkenning bedoeld in artikel 21, § 2, verlengd voor een periode van vier jaar indien:

- 1° de erkende auditeur tijdens de periode van zijn erkenning minstens een UREBA-auditverslag uitgevoerd heeft;
- 2° de analyse van het(de) rapport(en) geen schending van de plichten van de auditeur, de inhoud van de audit of de op de uitvoering van audits toepasselijke methodologie aangetoond heeft.

De aanvraag om verlenging wordt uiterlijk vijfenveertig dagen voor het verstrijken van de tijdelijke erkenning bij de administratie ingediend. Ze omvat een kopie van het(de) auditverslag(en) die tijdens de erkenningsperiode is (zijn) uitgevoerd.

§ 3. Binnen twintig dagen die volgen op de ontvangst van het aanvraagdossier stuurt de administratie de aanvrager een ontvangstbevestiging met vermelding van:

- 1° de datum waarop de aanvraag in ontvangst is genomen;
- 2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden.

De administratie beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van vijfenveertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Bij gebreke daarvan wordt de erkenning verlengd tot de kennisgeving van de beslissing over de aanvraag tot verlenging van de erkenning.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, stelt de administratie de aanvrager daarvan zo spoedig mogelijk in kennis. In deze ontvangstbevestiging wordt ook gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

**Art. 23.** In het kader van de in artikel 8, § 1, bedoelde verbeteringen verzamelt de auditeur informatie over de bouwstrategie van de aanvrager voor dit gebouw of over het energiekadaster en verzamelt hij in voorkomend geval de wensen van de aanvrager met betrekking tot de geplande wijzigingen aan het geauditeerde gebouw.

Aan het einde van de controle licht de auditeur het auditverslag en de aanbevelingen toe aan de aanvrager.

De auditeur voert de in de leden 1 en 2 bedoelde opdrachten persoonlijk uit. Andere taken die nodig zijn voor de voorbereiding van de audit kunnen gedeeltelijk worden gedelegeerd.

De auditeur is verantwoordelijk voor de acties en aanbevelingen die in het kader van de audit, inclusief de gedelegeerde, zijn gedaan. De auditeur voert de audit onafhankelijk uit. De auditeur doet geen enkel commercieel voorstel met betrekking tot de energievoorziening van het gebouw of de bij de audit vastgestelde verbeteringen.

Onverminderd de controles bedoeld in de artikelen 24 en volgende, verstrekken de auditoren geen informatie aan derden i.v.m. de resultaten van de audit, behoudens voorafgaande toestemming van de aanvrager.



**Art. 24.** Onverminderd de sanctiemogelijkheden, kan de administratie van de auditeur eisen dat hij verbeteringen aanbrengt in de audits waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld.

De administratie licht de auditeur over de vastgestelde fout in, en eist dat hij deze herstelt binnen een door haar te bepalen termijn van ten hoogste drie maanden.

De auditeur licht de persoon die bij hem het document besteld heeft, in over de fout en verstrekt haar de gecorrigeerde versie.

**Art. 25.** De administratie is bevoegd om controle uit te oefenen op de audits.

In het kader van de in artikel 234 of in lid 1 bedoelde controle kan de administratie van de auditeur verlangen dat hij alle bij de audit gebruikte documenten overlegt. De auditeur bewaart deze documenten gedurende vijf jaar na de datum van het rapport.

De controle wordt uitgevoerd op basis van deze documenten, op basis van de in het betrokken gebouw geregistreerde gegevens, op basis van de informatie die is verstrekt in het kader van een subsidieaanvraag uit hoofde van dit besluit of op basis van alle nuttige informatie waarover de administratie beschikt.

**Art. 26.** Als een auditeur zijn verplichtingen verzuimt na te komen, kan hem door de Minister een sanctie worden opgelegd.

De bedoelde tekortkomingen zijn :

1° de slechte kwaliteit van de energie-audits, vastgesteld o.a. :

a) wegens tekortkomingen op het vlak van de kwaliteit en de volledigheid van de opgenomen gegevens of de resultaten;

b) wegens tekortkomingen op het vlak van de kwaliteit, de haalbaarheid en de cohesie van de verbeteringsvoorstellen opgenomen in de aanbevelingen;

2° het niet-nakomen van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 8 en 23 tot 25;

3° het niet volgen van de in artikel 19 bedoelde opleiding.

Mogelijke sancties zijn de waarschuwing, de tijdelijke opschorting en de intrekking van de erkenning.

**Art. 27.** Het voornemen om de erkende auditeur te bestraffen wordt hem door de administratie medegedeeld.

Die verzending vermeldt :

1° de vastgestelde nalatigheden;

2° de eventueel overwogen straf;

3° de datum van het verhoor waarop de auditeur verzocht wordt zijn opmerkingen te laten gelden, desgevallend bijgestaan door zijn advocaat;

4° de wijze waarop de auditeur inzage kan nemen van het volledige dossier betreffende de nalatigheden die het centrum verweten worden.

Het proces-verbaal van het verhoor wordt binnen twintig dagen na het verhoor door de administratie medegedeeld aan de erkende auditeur.

De beslissing om de erkende auditeur al dan niet een sanctie op te leggen wordt door de Minister genomen en wordt binnen 60 dagen na het verhoor aan de auditeur meegedeeld.

De sanctie is evenredig met de ernst van de nalatigheden waarop het besluit gegrond is.

De beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel op de site van de administratie bekendgemaakt.

**Art. 28.** In geval van opschorting of intrekking van de erkenning stelt de auditeur binnen 30 dagen na kennisgeving van de beslissing alle aanvragers met wie een contract voor de uitvoering van een audit loopt, daarvan in kennis.

De schorsing van de auditeur duurt totdat hij de door de Minister in zijn sanctiebeslissing bedoelde passende opleiding heeft gevolgd en met goed gevolg heeft voltooid.

#### Hoofdstuk IX. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 29.** De personen die in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieperformantie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) als globale energieauditeur voor gebouwen erkend zijn, worden erkend als UREBA-auditeur in de zin van dit besluit.

Dit besluit is van toepassing op de erkenningen die in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieperformantie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) vóór de inwerkingtreding van dit besluit verleend zijn.

Dit besluit is van toepassing op de erkenningsaanvragen die in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieperformantie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediend zijn.

**Art. 30.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en tijdens een periode van zes maanden die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit kan een subsidieaanvraag worden ingediend voor de doorvoering van een energieaudit of een haalbaarheidsvoorstudie betreffende een investering met het oog op de verwezenlijking van werken die de energie-efficiëntie van het gebouw kunnen verhogen en die voldoen aan de criteria van het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieperformantie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA). In dit geval wordt het bedrag van de subsidie berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 10 en 11.

De subsidieaanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, blijven onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

Bij fraude ten opzichte van dit besluit of van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA), mag de begunstigde gedurende tien jaar vanaf de datum van ontdekking van de fraude geen nieuwe subsidie in de zin van dit besluit aanvragen.

**Art. 31.** Binnen een jaar na de inwerkingtreding van dit besluit kunnen subsidieaanvragen worden ingediend voor werken ter verbetering van de energieprestaties van gebouwen die niet zijn geauditeerd. In dat geval voegt de aanvrager bij zijn dossier een berekeningsnota die voldoet aan de vereisten van bijlage 4 bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

**Art. 32.** Het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA) wordt opgeheven.

**Art. 33.** Dit besluit treedt in werking op 1 november 2022.

**Art. 34.** Dit besluit kan geïdentificeerd worden met het woord "UREBA".

**Art. 35.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO  
De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

#### Bijlage 1 Technische minimumvereisten

§ 1. Om voor de subsidies in aanmerking te komen, nemen de werken omschreven in artikel 9, lid 1, van het besluit volgende technische minimumvereisten in acht:

1. De werken voor de thermische isolatie van de wanden van het gebouw, die het mogelijk maakt totale transmissiecoëfficiënten (U) te bereiken die kleiner zijn dan of gelijk zijn aan de volgende waarden:

Wanden die het beschermde volume afbakenen	U <sub>max</sub>
Vensters:	1,1
- Enkel de beglazing	1,5
- Ramen en beglazing	
Deuren	2
Muren - gordijnen :	1,1
- Enkel de beglazing	2
- Ramen en beglazing	
Transparante/doorschijnende wanden, met uitzondering van glas :	1,4
- Enkel transparante deel (bc dakkoepeel in polycarbonaat)	2
- Raamwerk en transparant deel	

De coëfficiënt van thermische weerstand R van het toegevoegd materiaal moet hoger zijn dan of gelijk zijn aan volgende waarden :

Wanden die het beschermde volume afbakenen	R <sub>min</sub> van het ingewerkte isolerend materiaal
Muren	6
Dak of plafond	6
Plankenvloer :	4

Bij vervanging van de raamluiken of van de deuren dienen de eisen vermeld in bijlage C3 bij het besluit van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen nageleefd te worden voor de luchttoevoer in de lokalen.

2. De werken voor de installatie, vervanging of verbetering van de ventilatiesystemen nemen volgende eisen in acht:

a. De installatie van iedere uitrusting op het gebied van de ventilatie moet gedimensioneerd worden volgens de eisen van bijlage C3 bij het besluit van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen. In afwijking van bijlage C3 moet de aangevraagde kwaliteit van de binnenlucht minimum van categorie "INT 2" in plaats van "INT 3" zijn, namelijk 36m<sup>3</sup>/h per persoon.

- b. De regeling van de luchtkwaliteit moet worden uitgevoerd met behulp van een IDA-C6 regelingssysteem.
3. Werken voor de thermische isolatie en de regulatie van de bestaande systemen nemen de eisen van bijlage C4 van het besluit van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen in acht.
4. De installatie, de vervanging en de modernisering van volgende systemen waarbij hernieuwbare energiebronnen worden gebruikt nemen volgende eisen in acht :
- Voor de warmtepompen :  
Het toestel voldoet aan de eisen van de Europese norm.
  - Voor de thermische zonne-installaties :  
1° de sensor voldoet aan de eisen van de Europese norm;  
2° het systeem maakt een primaire energiebesparing mogelijk;  
3° de werken worden uitgevoerd door een gecertificeerd installateur in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler;  
4° de installatie omvat een performantie-opvolgingssysteem waarbij een beoordeling van de jaarlijks globale energiebalans mogelijk wordt gemaakt (zonneproductie en ondersteuningssysteem).
  - Voor de biomassaketels :  
Het toestel voldoet aan de definities, eisen, proeven en markering van de norm NBN EN 303-5 en heeft een efficiëntie van klasse 5, gevestigd volgens deze norm.
5. De vervanging en de modernisering van de verlichtingssystemen, voor zover de verlichtingsarmaturen niet vervangen zijn in de vijf jaar voorafgaand aan de subsidie-aanvraag, voldoen aan volgende eisen :
- De vervanging van het verlichtingssysteem door een naar Belgische normen aangelegd systeem waarvan het na werken geïnstalleerd vermogen niet verder reikt dan :  
1°  $3 \text{ W/m}^2$  per 100 lux in sporthallen en zwembaden;  
b)  $2,5 \text{ W/m}^2$  per 100 lux in kantoren en schoollokalen;  
c)  $3 \text{ W/m}^2$  per 100 lux in lokalen voor ziekenhuisgebruik;  
4° tussen  $3 \text{ W/m}^2$  per 100 lux in een lage en brede gang (min  $30 \text{ m} \times 2 \text{ m} \times 2,8 \text{ m}$ ) en  $8,5 \text{ W/m}^2$  per 100 lux in een hoge en smalle gang (min  $30 \text{ m} \times 1 \text{ m} \times 3,5 \text{ m}$ ).
- De vervanging van enkel de lichtbron is niet toelaatbaar, het volledige verlichtingssysteem moet worden vervangen.
- De installatie van elk systeem voor de optimalisering van de werking van het verlichtingssysteem betreft met name:  
1° een timer, eventueel gecombineerd met aanwezigheidsdetectoren, in de doorgangsvetrekken evenals in de doorgangen en toiletten;  
2° een "alles of niets" of continue regeling van de lichtstroom in functie van de natuurlijke verlichting van het vertrek;  
c) een dubbele ontsteking die een minder sterke verlichting mogelijk maakt (van 30 tot 50 %).
6. Voor de werken voor de installatie, de vervanging of de verbetering van een warmtekrachtkoppelingseenheid dient er een energiebesparing te worden verricht in verhouding tot de gescheiden productie van dezelfde hoeveelheden aan warmte of elektriciteit. Een berekeningsnota dient aan te tonen dat de warmtekrachtkoppelingseenheid een globale energie-efficiëntie vertoont die hoger is dan de installaties afzonderlijk.
7. Voor de installatie van externe zonweringen :
- De vensters met zonweringen hebben een oriëntatie tussen het zuidoosten en het westen via het zuiden, meer bepaald van  $135^\circ$  tot  $270^\circ$ .
  - De zonweringen dienen te worden bediend via een automatisch beheerssysteem (regulering in functie van de blootstelling aan het zonlicht, de buitentemperatuur en de binnentemperatuur).
8. Voor de installatie voor de afkoeling door natuurlijke of hybride ventilatie dient de ventilatie geautomatiseerd te zijn (automatische openingen die geregeld worden in functie van de binnen- en de buitentemperatuur).
9. Voor de installatie of de uitbreiding van een warmtenet: de werken zijn een onontbeerlijke voorwaarde voor een rationeel energiegebruik en een toelichtende nota, aangevuld met een berekeningsnota, zal dienen aan te tonen dat het warmtenet een globale hogere energie-efficiëntie vertoont, dan wel een vermindering van de CO<sub>2</sub>-emissies in verhouding tot deze installaties afzonderlijk genomen.
- § 2. Voor het inwinnen van de gegevens als bedoeld in artikel 9, § 2, van het besluit, dient elk verbruikssysteem en elk verbruikspunt geïdentificeerd te worden via :
- de gebruikte energievectoren;
  - Het gebruik dat van de energie wordt gemaakt (verwarming of niet);
  - de wijze van bevoorrading (teller of opslag);
  - de fysische teleenheid (liter, m<sup>3</sup>, kg, Wu...);
  - de vermenigvuldigingsfactor tussen de index en de fysieke teleenheid;
  - de omzettingfactor voor de standaardisering van de consumptie in kWu.
- De verwerking van de gegevens als bedoeld in hetzelfde artikel bestaat erin, de gegevens te registreren en te verwerken om :
- a) de standaardisering van het energieverbruik uitgedrukt in eenzelfde energie-eenheid te verwezenlijken;
  - b) de berekening van het energieverbruik in een primaire energie-eenheid te verwezenlijken;
  - c) de uitschakeling van de invloed van strenge weersomstandigheden in de opmetingen van het energieverbruik mogelijk te maken door ze terug te brengen tot de referentiële weersituatie via de techniek van de dagtemperaturen;
  - d) de berekening van de CO<sub>2</sub>-emissies voor een referentiële weersituatie te verwezenlijken;
  - e) Voor elk verbruikssysteem en voor elk verbruikspunt vergelijkende ratio's vast te stellen, eveneens een performantietabel die representatief is voor het gebruik van het gebouw. Elke beheerder kiest de criteria uit die hem het meest relevant lijken.
- De resultaten van de energieboekhouding dienen een waarneming van volgende gegevens mogelijk te maken:
- fouten bij de lezing, codering en plots buitensporig verbruik;
  - reguleringsproblemen;
  - geleidelijk buitensporig verbruik (gebrek aan onderhoud van de uitrustingen,...);
  - het bestaan van verbruiksvormen die losstaan van strenge weersomstandigheden;

- e) het vaststellen van een energieverbruiksniveau in een normaal klimaatjaar;
- f) het vaststellen van een budget "energieuitgaven" in een normaal klimaatjaar
- h) de besparingen verkregen dankzij de opgezette projecten.

De resultaten dienen duidelijk uiteengezet te worden (grafiek, tabel...) en een begrip en een interpretatie mogelijk te maken voor niet-gespecialiseerde personen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA ")

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO  
De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

#### Bijlage 2. Lijst van de in aanmerking komende kosten

Lijst van de in aanmerking komende kosten die medeberekend worden in de berekening van de subsidie voor werken ter verbetering van de energieprestatie van gebouwen.

- a. Voor de installatie van een energieboekhouding;
  - o De levering en de installatie van meetinstrumenten voor energieverbruik
  - o De hulponderdelen, de kabels, de elektriciteitskasten, de nodige toestellen voor eventuele dienstverleningen vanop een afstand
  - o De toestellen voor de registratie van gegevens en de software voor het verwerven, de analyse en de bevestiging van de gegevens
  - o De kosten voor personeelsopleidingen in dat verband
- b. Voor de werken ter verbetering van de bouwschil
  - o De demontage
  - o Isolatiematerialen
  - o Stoomwerende schermen
  - o Raamwerk
  - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen
- c. Voor de werken voor de installatie, vervanging of verbetering van de ventilatiesystemen nemen :
  - o De demontage
  - o De ventilatie-uitrusting
  - o Het warmte-isoleren van ventilatieschachten
  - o Het reguleringsysteem
  - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen
- d. Voor het warmte-isoleren en de regulering van de bestaande systemen, voor zover het systeem niet is vervangen in de vijf jaar voorafgaand aan de subsidie-aanvraag :
  - o Het warmte-isoleren
  - o Het reguleringsysteem
  - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen
- e. Voor de installatie, de vervanging en de modernisering van volgende systemen waarbij hernieuwbare energiebronnen :
  - o De demontage
  - o Voor de warmtepompen :
    - o De thermische zonsensoren
    - o De biomassaketels
    - o Het reguleringsysteem
    - o Het warmte-isoleren
    - o Circulatoren met een variabele snelheid
    - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen
- f. Voor de vervanging en de modernisering van verlichtingssystemen :
  - o De demontage
  - o De binnenlichtbronnen
  - o De systemen voor de optimalisering van de werking van het verlichtingssysteem (timer, sensor...), met name :
    - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen

- g. Voor de werken voor de installatie, de vervanging of de verbetering van een warmtekrachtkoppelingseenheid :
- o De demontage
  - o De warmtekrachtkoppelingseenheid
  - o Het warmte-isoleren
  - o Het reguleringsysteem
  - o Circulatoren met een variabele snelheid
  - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen
- h. Voor de installatie van externe zonweringen :
- o De externe zonweringen
  - o De sensoren en het automatiseringssysteem
  - o De elektrische aansluiting
  - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen
- i. Voor de koelinstallatie door natuurlijke of hybride ventilatie.
- o De motoren waarmee het raamwerk open- en dicht kan gaan
  - o De ventilator(en)
  - o De sondes
  - o Het beheerssysteem van de installatie
  - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen
- j. Voor de installatie of de uitbreiding van een warmtenet :
- o De leidingen van het warmtenet
  - o Het warmte-isoleren
  - o De Tussenstations
  - o De eventuele eigenregulering van het warmtenet
  - o Het plaatsen van bovenbedoelde elementen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2022 betreffende de uitzonderlijke toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen et niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen ("UREBA").

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/33072]

**20 JULI 2022. — Ministerieel besluit van 20 juli 2022 houdende delegatie van bevoegdheid inzake het beheer van de rechtstreekse gewestelijke schuld en delegatie van handtekening**

De Minister van Financiën en Begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het obligatie-programma « Belgian Multi-Term Multi-Currency Paper Programme » uitgegeven door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, daterend van 22 maart 2018, waarvan de laatste update op 4 september 2019 werd uitgevoerd;

Overwegende dat aan de Minister van Financiën en Begroting delegatie verleend wordt voor het beheer van de rechtstreekse gewestelijke schuld;

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/33072]

**20 JUILLET 2022. — Arrêté ministériel du 20 juillet 2022 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de la dette régionale directe et délégation de signature**

Le Ministre des Finances et du Budget de la Région de Bruxelles Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions,

Vu l'ordonnance du 23 février 2006 portant les dispositions applicables à la comptabilité et au contrôle,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le programme obligataire « Belgian Multi-Term Multi-Currency Paper Programme » émis par la Région de Bruxelles-Capitale, daté du 22 mars 2018, dont la dernière mise à jour a été effectuée en date du 4 septembre 2019 ;

Considérant que le Ministre des Finances et du Budget se voit accorder une délégation en matière de gestion de la dette régionale directe ;